

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 1989

[S-C — 29348]

**10 JUIN 1993.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1988 et par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987 et par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1970, 3 juin 1976, 1er avril 1977 et 21 octobre 1980, et par les arrêtés de l'Exécutif des 1er août 1989, 2 octobre 1991 (I), 2 octobre 1991 (II), 20 décembre 1991, 24 août 1992 et 31 août 1992;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 9 novembre 1989 et 20 novembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1973 pris en application de l'article 161 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements, et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1977, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985, 27 mars 1985, par la loi du 1er août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988 et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 6 janvier 1992;

Considérant l'obligation faite à chaque établissement de la Communauté française « d'élaborer et de mettre en oeuvre un projet éducatif particulier », en exécution de l'article 11, § 2, 1, du décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative;

Considérant que ce souci constant est confirmé dans le projet de décret organisant la formation en cours de carrière, lequel prévoit en son article 9, 5<sup>o</sup>, « le développement de la communication, du travail en équipe et l'implantation et le développement de projets au sein des établissements »;

Considérant qu'il est en conséquence de l'intérêt objectif des enseignants de rester, autant que faire se peut, dans le même établissement d'année en année; qu'en effet, un enseignant a besoin d'un certain temps pour s'adapter et devenir pleinement efficace dans un nouvel établissement;

Considérant qu'en outre, il est de l'intérêt objectif des établissements et de la qualité de l'enseignement organisé par la Communauté française, notamment pour les raisons évoquées ci-avant, de conserver, autant que faire se peut, les mêmes enseignants dans les équipes pédagogiques;

Considérant que le principe selon lequel, parmi les candidats classés en ordre utile pour être appelés en service dans une fonction et dans une zone déterminée, le candidat soit désigné, par priorité, dans l'établissement où il était en fonction l'année précédente est un moyen raisonnable d'atteindre la stabilité des équipes pédagogiques qui constitue l'objectif essentiel du projet;

Considérant que l'organisation des changements d'affectation et de la réaffectation sur base zonale constitue un mode de déconcentration interne qui ressortit au pouvoir d'appréciation du Gouvernement et qui ne porte pas préjudice aux compétences de pouvoir organisateur unique de l'enseignement de la Communauté française qui sont les siennes; qu'en particulier, les divers organes mis en place ne disposent que d'une compétence d'avis, la décision appartenant, en toute hypothèse, au Ministre;

Considérant que le pouvoir organisateur de la Communauté française est unique, et que ce fait justifie l'existence de différences objectives avec le statut de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé du Budget, donné le 29 mars 1993;

Vu le protocole du 26 mars 1993 du Comité du secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

**CHAPITRE 1er. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

**Article 1er.** Dans les intitulés des subdivisions des chapitres l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot « paragraphe » est chaque fois remplacé par le mot « section ».

**Art. 2.** Dans l'article 1er du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« Il s'applique également aux membres du personnel psychologique et du personnel social ».

**Art. 3.** L'article 3bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 20 novembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3bis. Pour l'application des articles 30, alinéa 1er, 39, 84, 85, 98, 99, 102, 104, 107, 107bis, 108, 109, 110 et 139, les services effectifs rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés aux services effectifs rendus dans l'enseignement de la Communauté française ».

**Art. 4.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. Les dispositions des articles 5 à 12 sont également applicables aux temporaires et aux temporaires prioritaires. »

**Art. 5.** Il est inséré, dans le même arrêté, un chapitre IIbis comprenant les articles 14bis à 14quater et rédigé comme suit :

**« CHAPITRE IIbis. — Des zones d'affectation, de la commission interzonale d'affectation et des commissions zonales d'affectation**

**Article 14bis.** Il est constitué dix zones d'affectation, définies comme suit :

- 1° la zone de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
- 2° la zone de l'arrondissement administratif de Nivelles;
- 3° la zone de l'arrondissement administratif de Huy-Waremme;
- 4° la zone de l'arrondissement administratif de Liège;
- 5° la zone de l'arrondissement administratif de Verviers;
- 6° la zone de la Province de Namur;
- 7° la zone de la Province de Luxembourg;
- 8° la zone du Hainaut occidental qui comprend les arrondissements administratifs de Ath, Tournai et Mouscron ainsi que la commune de Lessines;
- 9° la zone de Mons-Centre, qui comprend les arrondissements administratifs de Mons et de Soignies, à l'exception de la commune de Lessines, ainsi que les communes de Manage et de Morlanwelz;
- 10° la zone de Charleroi-Hainaut Sud, qui comprend l'arrondissement administratif de Charleroi, à l'exception de la commune de Manage, et l'arrondissement administratif de Thuin, à l'exception de la commune de Morlanwelz.

**Article 14ter. § 1er.** Pour l'ensemble des dix zones d'affectation prévues par l'article 14bis, il est créé une commission interzonale d'affectation.

La commission remet des avis au Ministre :

1° en matière de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service au sein de sa zone;

2° en matière de complément de charge pour les membres du personnel qui n'ont pu en bénéficier au sein de leur zone;

3° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé à titre définitif ou désigné en qualité de temporaire prioritaire qui sollicite une affectation dans une autre zone.

§ 2. La commission interzonale est composée :

1° d'un président, désigné par le Ministre;

2° de quatre membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française nommés à titre définitif, désignés par le Ministre;

3° de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentatives;

4° du directeur général de la direction générale des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial avec voix consultative;

5° du directeur général de la direction générale du niveau d'enseignement concerné, avec voix consultative.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 2°, le Ministre désigne quatre membres suppléants.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 3°, les organisations syndicales représentatives désignent quatre membres suppléants.

§ 3. La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission est assistée d'un secrétaire que le Ministre choisit parmi les fonctionnaires du Ministère de l'Education.

La commission se réunit la première quinzaine d'avril, la première quinzaine d'octobre et la première quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La commission notifie ses avis au Ministre dans les huit jours suivant la réunion.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Article 14<sup>quater</sup>. § 1er. Dans chaque zone d'affectation prévue à l'article 14<sup>bis</sup>, il est créé une commission zonale d'affectation.

La commission remet des avis au Ministre :

1° en matière de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;

2° en matière de complément de charge pour les membres du personnel qui n'ont pu en bénéficier au sein de leur zone;

3° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé à titre définitif qui sollicite une affectation dans un autre établissement de la zone.

§ 2. La commission zonale est composée :

1° d'un président, désigné par le Ministre;

2° de quatre membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affectés à titre définitif au sein de la zone et désignés par le Ministre;

3° de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentatives;

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 2°, le Ministre désigne quatre membres suppléants.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 3°, les organisations syndicales représentatives désignent quatre membres suppléants.

A la majorité des deux tiers, la Commission peut autoriser des membres suppléants à assister aux réunions avec voix consultative.

§ 3. La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission est assistée d'un secrétaire que le Ministre choisit parmi les fonctionnaires du Ministère de l'Education.

La commission se réunit la dernière quinzaine de mars, la dernière quinzaine de septembre et la dernière quinzaine d'octobre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La commission notifie ses avis au Ministre dans les huit jours suivant la réunion.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, les mots « admis au stage » sont supprimés.

Art. 7. Dans le même arrêté il est inséré un article 17<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Article 17<sup>bis</sup>. Dans les dix jours de la vacance d'un emploi, le chef d'établissement la notifie au Ministre, au président de la commission interzonale d'affectation, ainsi qu'au président de la commission zonale d'affectation dont relève son établissement. Ce dernier communique la vacance aux membres de la commission qu'il préside.

Art. 8. L'intitulé de la section 2 du chapitre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — De la désignation à titre temporaire, des temporaires et des temporaires prioritaires »

Art. 9. Dans l'article 18 du même arrêté, l'alinéa 1er, 1, est remplacé par la disposition suivante :

« 1. être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement; »

Art. 10. Dans l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er septembre 1983 :

1° dans l'alinéa 2, les mots « a satisfait partiellement ou totalement les inspecteurs et les chefs d'établissement » sont remplacés par les mots « n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable de l'inspecteur et du chef d'établissement »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « dans la même fonction » sont insérés entre les mots « ne peut le désigner par après » et les mots « par dérogation »;

3° dans le même alinéa, les mots « a satisfait partiellement ou totalement les inspecteurs et les chefs d'établissement » sont remplacés par les mots « n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable de l'inspecteur et du chef d'établissement ».

Art. 11. Dans l'article 21, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 février 1993, le mot « juin » est remplacé par le mot « janvier ».

Art. 12. Dans l'article 23 du même arrêté, le mot « province(s) » est remplacé par le mot « zone(s) ».

Art. 13. Dans l'article 25 du même arrêté, le mot « province » est remplacé par le mot « zone ».

Art. 14. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social sont désignés à titre temporaire par le Ministre ».

Art. 15. L'article 26<sup>bis</sup> du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26<sup>bis</sup>. Il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel désigné à titre temporaire qui ne bénéficie pas de la qualité de prioritaire, en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel de la même zone en disponibilité par défaut d'emploi ou l'attribution à un membre du personnel de la même zone nommé à titre définitif d'un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré.

Il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel désigné à titre temporaire qui ne bénéficie pas de la qualité de prioritaire, en vue de permettre l'attribution à un membre du personnel de la même zone nommé à titre définitif ou bénéficiant de la qualité de temporaire prioritaire, qui en fait la demande avant le 1er mars de l'année scolaire précédente, d'un nombre d'heures correspondant à une fonction à prestations complètes.

Pour l'application des alinéas 1er et 2, il est d'abord mis fin aux prestations des temporaires non-classés, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2 du même arrêté. »

**Art. 16.** L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. Tout temporaire ou temporaire prioritaire est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le chef d'établissement.

Le cas échéant, ce rapport défavorable est établi au plus tard à l'issue de chaque période d'activité, selon le modèle annexé au présent arrêté.

Il doit être soumis au visa du temporaire ou du temporaire prioritaire qu'il concerne et joint à son dossier personnel. »

**Art. 17.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

« Article 29bis. Le rapport sur la manière de servir du membre du personnel désigné à titre temporaire est établi selon le modèle annexé au présent arrêté. »

**Art. 18.** L'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. Chaque année, dans le courant du mois de mars, le Ministre détermine, par fonction, le nombre de jours qu'il faut avoir presté, à la date de l'appel aux candidats, pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire suivante.

Le nombre de jours visés à l'alinéa 1er comprend au moins 300 jours répartis sur les deux dernières années scolaires dans la fonction considérée et dans un ou plusieurs établissements de la Communauté française. »

**Art. 19.** Entre les articles 30 et 31 du même arrêté, les mots « section 3. De l'admission au stage, des stagiaires et de la nomination définitive » sont supprimés.

**Art. 20.** L'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 31. Nul ne peut être désigné en qualité de temporaire prioritaire s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté économique européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 20 pendant au moins 450 jours de service dans la fonction répartis sur 3 années scolaires au moins;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° posséder les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement;

8° ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires et avant la date de l'appel aux candidats, d'un rapport défavorable du chef d'établissement ou de l'inspection compétente;

9° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixé par l'appel aux candidats;

10° avoir atteint le nombre de jours de service fixés conformément à l'article 30.

Un rapport défavorable couvrant une période de moins de trente jours n'est pas pris en compte s'il est suivi d'un rapport favorable dans la fonction considérée couvrant une période d'au moins 180 jours.

La candidature indique le choix d'une zone d'affectation. »

**Art. 21.** L'article 31bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est abrogé.

**Art. 22.** L'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Le membre du personnel visé à l'article 167bis qui n'a pu être réaffecté dans sa fonction, peut, à sa demande, bénéficier de la qualité de temporaire prioritaire dans la fonction à laquelle il a été rappelé à titre provisoire à l'activité de service, pour autant qu'il compte le nombre de jours de service fixé en application de l'article 30.

Il bénéficie de l'échelle barémique de sa nouvelle fonction à la date de sa nomination définitive dans cette fonction.

Pour l'application de l'alinéa 1er, les services prestés à titre de rappel provisoire à l'activité de service sont assimilés à des services prestés à titre temporaire. »

**Art. 23.** L'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 33. Tout membre du personnel désigné en qualité de temporaire prioritaire peut, à sa demande, obtenir un changement d'affectation dans un établissement d'une autre zone s'il répond aux conditions prévues par l'article 31, alinéa 1er, 8°.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1er juillet suivant.

Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de mars. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

Le membre du personnel auquel le Ministre accorde un changement d'affectation est appelé en service conformément aux dispositions de l'article 37. »

**Art. 24.** L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. § 1er. Chaque année, dans le courant du mois de mars, le Ministre lance un appel aux candidats à une désignation en qualité de temporaire prioritaire par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

§ 2. Les candidats sont classés selon l'ordre établi conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité.

Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une autre fonction qui réunissent les conditions fixées à l'article 30 et qui possèdent le titre requis pour la fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation en qualité de temporaire prioritaire sont insérés dans le classement visé à l'alinéa 1er. Le nombre de candidatures qui leur est attribué est le nombre d'années complètes d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats et conformément à l'article 3sexies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Les membres du personnel qui sollicitent leur désignation en qualité de temporaire prioritaire en vertu des dérogations visées à l'article 31, 5°, sont insérés dans le classement visé aux alinéas 1er et 2 en leur attribuant comme nombre de candidatures le nombre d'années scolaires pendant lesquelles ils ont bénéficié d'une désignation dans la fonction, après avoir satisfait à la condition de la même disposition.

A nombre égal de candidatures, les candidats visés aux alinéas 1er et 2 ont priorité.

A nombre égal de candidatures entre les candidats visés à l'alinéa 3, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

§ 3. Le classement des candidats est adapté chaque année scolaire en augmentant d'une unité le nombre de candidatures de chaque temporaire prioritaire appelé en service.

Chaque candidat temporaire prioritaire reçoit copie du classement dans sa fonction ».

**Art. 25.** L'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est abrogé.

**Art. 26.** L'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. Un emploi non vacant d'une fonction de recrutement ne peut être attribué à un temporaire prioritaire que s'il n'a pas été conféré par rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou par complément de charge ou par complément d'horaire en application des articles 13bis à 13quinquies de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements.

Un emploi vacant d'une fonction de recrutement ne peut être attribué à un temporaire prioritaire que s'il n'a pas été conféré par rappel provisoire à l'activité ou par réaffectation d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou par complément de charge ou par complément d'horaire en application des articles 13bis à 13quinquies de l'arrêté royal du 22 avril 1969 précité ou par changement d'affectation.

Un emploi d'une fonction de recrutement ne peut être attribué à un temporaire prioritaire que s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation ».

**Art. 27.** L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 37. Les temporaires prioritaires sont désignés par le Ministre.

Les candidats sont appelés en service en qualité de temporaire prioritaire dans l'ordre du classement dans un des établissements de la zone où ils demandent que leur soit reconnue la qualité de temporaire prioritaire. Toutefois, le membre du personnel peut refuser, dans sa demande, l'affectation dans certains établissements de la zone.

Le membre du personnel qui est appelé en service en qualité de temporaire prioritaire conformément à l'alinéa 2 est affecté, à sa demande, avant tout autre temporaire prioritaire, dans l'établissement où il était affecté en juin de l'année scolaire précédente. »

**Art. 28.** L'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 38. Tout temporaire qui, sur base de l'article 31, 2°, et 31, 8°, voit sa candidature en qualité de prioritaire rejetée, en est averti par pli recommandé avec accusé de réception.

Il dispose de dix jours à partir de la date d'envoi du dit recommandé pour introduire une réclamation écrite auprès du Ministre. Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande entendu par la chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la chambre de recours de se prononcer.

Le Ministre statue dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis. A défaut de décision ministérielle rendue dans ce délai, l'avis de la chambre de recours vaut décision.

**Art. 29.** Dans l'article 39 du même arrêté :

1° les mots « aux articles 33 et 38 » sont remplacés par les mots « à l'article 30, alinéa 1er »;

2° sous a, les mots « dans une fonction de la catégorie en cause et pour autant que le candidat porte le titre requis pour cette fonction » sont remplacés par les mots « soit depuis que le candidat porte le titre requis pour la fonction à laquelle il est candidat à une désignation en qualité de temporaire prioritaire, soit, lorsque les dérogations prévues à l'article 20 ont été accordées, à partir du 451ème jour ouvré et à l'expiration de la troisième année scolaire, pour la fonction considérée.

3° sous a, l'alinéa 2 est complété par les mots suivants : « dans les catégories du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et du personnel social, ne sont admissibles que les services effectifs rendus à partir de l'âge de 21 ans; dans la catégorie du personnel psychologique, ne sont admissibles que les services effectifs rendus à partir de l'âge de 25 ans. »

4° sous *b*, l'alinéa unique est complété par les mots suivants : « les congés de maternité, les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ainsi que les congés exceptionnels prévus respectivement aux articles 5 et 5bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, pris en application de l'article 160 du présent arrêté et aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 14 janvier 1979 relatif aux congés de circonstances accordés à certains membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement de l'Etat; »

**Art. 30.** L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 40. Pour le calcul du nombre de jours visé à l'article 30, alinéa 2, sont seuls pris en compte les services rendus dans la fonction et dans l'enseignement de la Communauté française, conformément aux dispositions de l'article 39, *b* et *c*.

**Art. 31.** L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. Les emplois vacants sont attribués avant toute autre désignation à titre temporaire aux temporaires prioritaires visés ci-avant.

Après que tous les emplois vacants ont été conférés, les emplois non vacants sont attribués, avant toute autre désignation à titre temporaire, aux temporaires prioritaires. »

**Art. 32.** L'article 42 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. Un temporaire prioritaire peut être licencié sur proposition motivée du chef d'établissement ou de l'inspecteur compétent. Cette proposition est soumise au temporaire prioritaire au moment où elle est formulée. Le temporaire prioritaire vise et date cette proposition et la restitue dans les dix jours. »

**Art. 33.** L'article 43 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 43. Le temporaire prioritaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de licenciement peut introduire, dans les dix jours, une réclamation écrite auprès du chef de l'établissement qui lui en accuse réception le jour même.

Le chef d'établissement transmet, le jour de la réception, la réclamation au Ministre. Il le fait à l'intermédiaire de l'inspecteur compétent si celui-ci a formulé la proposition de licenciement. Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande entendu par la chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la chambre de recours de se prononcer.

Le Ministre statue dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis. A défaut de décision ministérielle rendue dans ce délai, l'avis de la chambre de recours vaut décision.

Le temporaire prioritaire est licencié moyennant un préavis de trois mois. »

**Art. 34.** Un article 43bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 43bis. Un temporaire prioritaire peut cesser volontairement ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours. »

**Art. 35.** L'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 44. Tout temporaire prioritaire qui a fait l'objet d'un licenciement perd, pour la fonction qu'il exerçait au moment de son licenciement, la qualité de temporaire prioritaire ainsi que le bénéfice des candidatures introduites et du nombre de jours prestés avant son licenciement. »

**Art. 36.** L'intitulé d'une nouvelle section 3, rédigé comme suit, est inséré entre les articles 44 et 45 du même arrêté :

« Section 3. — De la nomination à titre définitif  
et des changements d'affectation »

**Art. 37.** L'article 45 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 45. § 1er. Tout temporaire prioritaire est nommé à titre définitif dans la fonction qu'il exerce dans un emploi vacant comportant au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes.

Toutefois, sur la proposition motivée, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation, le Ministre peut nommer à titre définitif un temporaire prioritaire dans la fonction qu'il exerce et dans un emploi vacant comportant moins des deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes.

La nomination à titre définitif produit ses effets le 1er septembre qui suit la notification de la vacance de l'emploi prévue par l'article 17bis, pour autant que la commission zonale d'affectation se soit réunie entre la date de la notification précitée et le 1er septembre.

§ 2. A sa demande, un membre du personnel nommé à titre définitif à qui n'a pu être attribué une fonction à prestations complètes dans l'établissement où il est affecté et qui a obtenu un complément de charge dans un ou plusieurs établissements, conserve ce complément de charge aussi longtemps :

1° qu'il ne lui est pas attribué une charge complète dans l'établissement où il est affecté,

2° que ce complément n'est pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel nommé à titre définitif affecté à l'établissement.

Par complément de charge, il faut entendre les heures de cours relevant de la même fonction attribuées dans un autre établissement.

§ 3. Aucun membre du personnel ne peut conserver son affectation dans deux ou plusieurs établissements dès qu'il peut lui être confié à titre définitif des prestations complètes dans sa fonction au sein d'un des établissements où il est affecté.

Dans l'hypothèse où plusieurs temporaires prioritaires sont occupés dans la même fonction au sein d'un même établissement, et qu'un emploi de cette fonction y devient vacant, le temporaire prioritaire le mieux classé est nommé à titre définitif dans cet emploi. »

**Art. 38.** L'article 46 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 46. § 1er. Tout temporaire prioritaire qui n'a pas été nommé dans le courant d'une année scolaire conserve l'emploi qu'il occupait l'année scolaire précédente, à condition que l'emploi n'ait pas été attribué par reffectation d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone.

Toutefois, il est mis fin aux fonctions du temporaire prioritaire le moins bien classé, pour appeler en service le temporaire prioritaire mieux classé dans les memes zone et fonction, et ce après avoir mis fin à la désignation des temporaires de la zone et de la fonction.

§ 2. Tout temporaire prioritaire qui n'aurait pas été nommé dans un emploi vacant ou devenu vacant dans le courant d'une année scolaire peut renoncer, par lettre recommandée adressée au Ministre dans le courant du mois de mars, à conserver l'emploi qu'il occupait l'année scolaire précédente. Dans ce cas, il est appelé en service conformément aux dispositions de l'article 37.

§ 3. Un changement d'affectation ne peut être accordé dans un emploi occupé par un temporaire prioritaire. »

Art. 39. L'article 47 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47. Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social sont nommés à titre définitif par le Gouvernement.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge* ».

Art. 40. L'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 48. § 1er. Tout membre du personnel nommé à titre définitif, titulaire d'une fonction de recrutement, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction un changement d'affectation :

1° dans un emploi vacant d'un autre établissement de la zone;

2° dans un emploi vacant au sein d'une autre zone.

Le changement d'affectation produit ses effets le 1er juillet suivant.

§ 2. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation dans le même délai.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 3. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

Le membre du personnel visé au présent paragraphe auquel le Ministre accorde un changement d'affectation est appelé en service avant toute désignation en qualité de temporaire prioritaire, telle que prévue à l'article 38.

§ 4. Un changement d'affectation peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pour une année scolaire au moins.

Le changement d'affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies respectivement au § 2 et au § 3.

§ 5. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation sur base du § 4 est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe, le premier jour du mois qui suit la notification visée à l'article 17 bis.

§ 6. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel affecté conformément au § 4 est vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires consécutives. La vacance est notifiée conformément à l'article 17 bis. »

Art. 41. Les articles 49 et 50 du même arrêté sont abrogés.

Art. 42. L'article 51 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. § 1er. Les membres du personnel des établissements d'enseignement repris par la Communauté française nommés à titre définitif et en fonction au moment de la reprise ont d'office la qualité de membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française.

§ 2. Lorsqu'ils exercent, lors de la reprise, une fonction de recrutement pour laquelle ils bénéficient d'une subvention-traitement octroyée par la Communauté française, ils sont nommés dans la même fonction.

Lorsqu'ils exercent, lors de la reprise, une fonction de sélection pour laquelle ils bénéficient d'une subvention-traitement octroyée par la Communauté française, ils sont nommés dans cette fonction s'ils :

1° ont atteint l'âge de 25 ans;

2° possèdent le titre fixé pour cette fonction;

3° comptent six années d'ancienneté au moins dans une des fonctions de recrutement donnant accès à la fonction de sélection.

S'ils ne réunissent pas les conditions visées aux 1° et 3°, ils sont nommés dans une des fonctions de recrutement donnant accès à cette fonction de sélection.

Lorsqu'ils exercent, lors de la reprise, une fonction de promotion pour laquelle ils bénéficient d'une subvention-traitement octroyée par la Communauté française, ils sont nommés à une des fonctions de recrutement donnant accès à cette fonction de promotion.

Les services effectifs rendus jusqu'à la reprise, dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur assumant la direction de l'établissement repris par la Communauté française, sont assimilés aux services effectifs rendus en qualité de membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française ».

Art. 43. L'article 52 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel prêtent serment lors de leur entrée en fonction dans l'enseignement de la Communauté française ».

Art. 44. L'article 53 du même arrêté est abrogé.

Art. 45. Dans l'article 56, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « visés aux articles 52 et 53 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 52 ».

Art. 46. L'article 64 du même arrêté est abrogé.

Art. 47. L'article 65 du même arrêté est complété par les mots « et aux temporaires prioritaires ».

Art. 48. Dans l'article 67, 1°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 27 septembre 1991, les mots « des stagiaires » sont remplacés par les mots « des temporaires prioritaires ».

Art. 49. L'article 78, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1993 et par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Un emploi vacant d'une fonction de sélection ne peut être attribué par sélection que s'il n'a pas été conféré par réaffectation aux membres du personnel nommés à titre définitif à la fonction de sélection dont relève l'emploi à conférer, mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Un emploi vacant d'une fonction de sélection ne peut être attribué par sélection que s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation. »

**Art. 50.** L'article 80 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 80. § 1er. Tout membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de sélection, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction un changement d'affectation :

1° dans un emploi vacant d'un autre établissement de la zone;

2° dans un emploi vacant au sein d'une autre zone.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1er juillet suivant.

§ 2. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation dans le même délai.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 3. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 4. Un changement d'affectation peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pour une année scolaire au moins.

Le changement d'affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies respectivement au § 2 et au § 3.

§ 5. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation sur base du § 4 est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe, le premier jour du mois qui suit la notification visée à l'article 17 bis.

§ 6. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel affecté conformément au § 4 est vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires consécutives. La vacance est notifiée conformément à l'article 17 bis. »

**Art. 51.** L'article 81 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 81. Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social sont nommés à une fonction de sélection par le Gouvernement. »

**Art. 52.** L'article 92, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983 et par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Un emploi vacant d'une fonction de promotion ne peut être conféré par promotion que s'il n'a pas été conféré par réaffectation aux membres du personnel nommés à titre définitif à la fonction de promotion dont relève l'emploi à conférer mis en disponibilité par défaut d'emploi. Un emploi vacant d'une fonction de promotion ne peut être attribué par promotion que s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation. »

**Art. 53.** L'article 94, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 94. § 1er. Tout membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de promotion, peut, à sa demande, obtenir un changement d'affectation dans un autre emploi vacant de sa fonction.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1er janvier suivant.

§ 2. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone ou dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois d'octobre. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 3. Un changement d'affectation peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pour une année scolaire au moins.

Le changement d'affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies au § 2.

§ 4. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation sur base du § 3 est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe, le premier jour du mois qui suit la vacance de cet emploi.

§ 5. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel affecté conformément au § 3 est vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires consécutives.

§ 6. Le § 2 ne s'applique pas au personnel du service d'inspection. »

**Art. 54.** L'article 98 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 98. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 97, 3°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement de la Communauté française en qualité de membre du personnel directeur et enseignant.

Ne sont toutefois admissibles que les services effectifs rendus à partir de l'âge de 21 ans pour les fonctions de promotion à conférer dans l'enseignement maternel, dans l'enseignement primaire, à partir de 23 ans dans l'enseignement secondaire du degré inférieur et à partir de l'âge de 25 ans pour les fonctions de promotion à conférer dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire. »

**Art. 55.** L'article 99 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 99. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 97, 4°, sont seuls admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement de la Communauté française, dans la ou les fonctions visées à l'article 97, 1°.

Ne sont toutefois admissibles que les services effectifs rendus à partir de l'âge de 21 ans pour les fonctions de promotion à conférer dans l'enseignement maternel, dans l'enseignement primaire, à partir de 23 ans dans l'enseignement secondaire du degré inférieur et à partir de l'âge de 25 ans pour les fonctions de promotion à conférer dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire. »

**Art. 56.** L'article 123, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Pour les membres du personnel directeur et enseignant, à l'exclusion des chefs d'établissement, pour les membres du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social :

1° le rappel à l'ordre, la réprimande et la retenue sur traitement sont proposés par le chef d'établissement ou le chef de l'administration dont l'établissement relève, et sont prononcés par le Ministre;



2° les autres peines sont proposées par le chef de l'administration dont l'établissement relève et prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination ».

Art. 57. L'intitulé de la section 2 du chapitre IX du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — De la chambre de recours »

Art. 58. L'article 135 du même arrêté est abrogé.

Art. 59. L'article 136 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 136. La chambre de recours comprend douze comités :

1° le premier comité examine les affaires concernant les membres du personnel auxiliaire d'éducation, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

2° le deuxième comité examine les affaires concernant les membres du personnel auxiliaire d'éducation, titulaires d'une fonction de promotion;

3° le troisième comité examine les affaires concernant les membres du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

4° le quatrième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

5° le cinquième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, titulaires d'une fonction de promotion;

6° le sixième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

7° le septième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur, titulaires d'une fonction de promotion;

8° le huitième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

9° le neuvième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur, titulaires d'une fonction de promotion;

10° le dixième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement supérieur non universitaire, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

11° le onzième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement supérieur non universitaire, titulaires d'une fonction de promotion;

12° le douzième comité examine les affaires concernant les membres du personnel du service d'inspection. »

Art. 60. Dans l'article 157 bis du même arrêté, les mots « ou stagiaire » sont supprimés.

Art. 61. L'article 167 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 167. § 1er. Lorsqu'un membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le chef d'établissement le notifie dans les dix jours au Ministre et au président de la commission zonale d'affectation compétente.

Lorsqu'un membre du personnel n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi, un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré, le chef d'établissement le notifie dans les dix jours au Ministre et au président de la commission zonale d'affectation compétente.

§ 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Ministre qui peut, à tout moment, par priorité et avant toute désignation de temporaire ou de temporaire prioritaire, le rappeler provisoirement à l'activité de service pour une période déterminée.

Le rappel provisoire à l'activité de service prévu par l'alinéa 1er peut être prolongé pour une période indéterminée par le Ministre sur avis, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation. Ce rappel a lieu :

1° d'abord, dans les emplois occupés par des temporaires;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires prioritaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le temporaire prioritaire.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 2 est réaffecté dans le même établissement le 1er septembre suivant la vacance d'un emploi de sa fonction.

Pendant le rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel bénéficie de son traitement d'activité et les services qu'il preste sont assimilés à des services effectifs.

§ 3. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté par le Ministre sur avis, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation :

1° d'abord, dans les emplois vacants occupés par des temporaires;

2° ensuite, dans les emplois vacants occupés par des temporaires prioritaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le temporaire prioritaire.

Le membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts des périodes pour lesquelles il est rémunéré, n'entre en fonction dans l'emploi où il est réaffecté qu'à la date du 1er juillet suivant.

Le membre du personnel réaffecté dans un emploi attribué sur la base des articles 13 bis ou 13 ter de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, n'entre en fonction qu'à la date du 1er juillet suivant.

§ 4. Le membre du personnel est tenu d'occuper, dans les délais fixés par le Ministre, l'emploi qui lui est conféré par réaffectation ou rappel provisoire à l'activité de service. Si, sans motif valable, il s'abstient d'occuper cet emploi, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

§ 5. Lorsqu'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi n'a pu, dans sa zone être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service pour une durée indéterminée, le Ministre saisit la commission interzonale d'affectation, laquelle donne au Ministre les avis prévus par l'article 14 ter, § 1er.

§ 6. En cas de pénurie d'emplois en fonction de sélection, les membres du personnel qui étaient nommés dans une fonction de sélection peuvent être réaffectés dans un emploi de la fonction de recrutement qui leur a permis l'accès à la fonction de sélection à laquelle ils sont nommés.

Nonobstant cette réaffectation en fonction de recrutement, les membres du personnel visés ci-dessus restent à la disposition du Ministre pour recevoir, avant toute nouvelle nomination dans une fonction de sélection, une nouvelle affectation dans les emplois de sélection correspondant à leur nomination qui deviendraient vacants.

§ 8. Dans tous les cas, le membre du personnel, ainsi réaffecté garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

**Art. 62.** A l'article 168 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive, les mots « les stagiaires » sont remplacés par les mots « ou à titre de temporaire prioritaire »;

2° au 1°, les mots « admis au stage » sont supprimés;

3° le 2°, a, est complété par les mots « ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement ».

**CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements**

**Art. 63.** Dans l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social, des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, les mots « admis au stage » sont supprimés.

**Art. 64.** Dans l'article 13bis, alinéa 1er, du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, les mots « ou admis au stage » sont supprimés.

**Art. 65.** Dans le premier article 13sexies du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, les mots « admis au stage » sont supprimés.

**Art. 66.** Le second article 13sexies du même arrêté, introduit par l'arrêté de l'exécutif du 31 août 1992, devient l'article 13septies. »

**CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements**

**Art. 67.** Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, les mots « admise au stage » sont remplacés par les mots « désignée comme temporaire prioritaire ».

**Art. 68.** Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « admis au stage » sont remplacés par les mots « désignés comme temporaire prioritaire ».

**Art. 69.** Dans l'article 5 du même arrêté, le mot « stagiaire » est remplacé par le mot « désigné comme temporaire prioritaire ».

**Art. 70.** Dans l'article 8, alinéa 2, du même arrêté, le mot « stagiaire » est remplacé par le mot « désigné comme temporaire prioritaire ».

**CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 9 novembre 1989 et 20 novembre 1989**

**Art. 71.** Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, le mot « provinciales » est remplacé par le mot « zonales ».

**Art. 72.** A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 9 novembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, le mot « provinciales » est remplacé par le mot « zonales »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une autre fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire sont insérés dans le classement visé à l'alinéa 2. Le nombre de candidatures qui leur est attribué est le nombre d'années complètes d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats et conformément à l'article 3sexies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité »;

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, le temporaire du 1er groupe qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire précédente sauf :

1° demande contraire de sa part;

2° si un candidat mieux classé est désigné dans cet emploi. »

**Art. 73.** Dans l'article 4, alinéa 1er, du même arrêté, le mot « provinciales » est remplacé par le mot « zonales » et le mot « province » par le mot « zone ».

**Art. 74.** Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 4bis. Tout temporaire qui a fait l'objet d'un licenciement perd, pour la fonction qu'il exerçait au moment de son licenciement, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés avant son licenciement.

Tout temporaire qui a fait l'objet deux années scolaires consécutives d'un rapport défavorable du chef d'établissement et de l'inspecteur compétent, perd, pour la fonction qu'il exerçait, le bénéfice de toutes les candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés.

Le rapport du chef d'établissement visé à l'alinéa 2 est établi conformément au modèle annexé.

Tout temporaire qui, sur base de l'alinéa 2, perd le bénéfice des candidatures introduites, en est averti par pli recommandé avec accusé de réception.

Il dispose de dix jours à partir de la date d'envoi du dit recommandé pour introduire une réclamation écrite auprès du Ministre. Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande entendu par la chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la chambre de recours de se prononcer.

Le Ministre statue dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis. A défaut de décision ministérielle rendue dans ce délai, l'avis de la chambre de recours vaut décision. »

Art. 75. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le classement visé à l'article 2 est arrêté à la date du 1er mars sur base du nombre de jours accomplis à la date du 31 janvier qui précède. »

**CHAPITRE V. — Modifications à l'arrêté royal du 20 décembre 1973 pris en application de l'article 161 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

Art. 76. L'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1973 pris en application de l'article 161 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Durant les périodes de non activité visées à l'article premier, le membre du personnel est réputé accomplir des services effectifs. »

**CHAPITRE VI. — Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

Art. 77. Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « et stagiaires » sont supprimés.

Art. 78. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1985, la deuxième phrase du 1er alinéa est abrogée.

Art. 79. A l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1988, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 80. A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1988, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 81. A l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 82. A l'article 13 du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 83. A l'article 14 du même arrêté, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 84. A l'article 27 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 85. A l'article 28 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 86. A l'article 29 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 87. A l'article 29 bis, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1981, les mots « il n'est toutefois pas pris en considération pour la durée du stage tel que défini à l'article 42 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité » sont supprimés.

Art. 88. A l'article 35 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 89. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1985 :

1° les mots « la durée du congé accordé » sont remplacés par les mots « Il est accordé un congé »;

2° les mots « n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 42 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 » sont abrogés.

Art. 90. Dans l'article 40 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1985 :

1° les mots « la durée du congé accordé » sont remplacés par les mots « Il est accordé un congé »;

2° les mots « n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 42 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 » sont abrogés.

Art. 91. Un article 43 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 43 bis. En dehors du cas où le membre du personnel est en congé pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel, ou pour activité syndicale, ou pour faire partie du Cabinet du Roi, ou pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du Sénat, ou pour maladie ou infirmité, ou pour interruption de la carrière professionnelle, ou pour exercer à titre temporaire une fonction dans un emploi non vacant de l'enseignement supérieur, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel en congé devient vacant, lorsque la durée du congé du membre du personnel est de deux années consécutives.

Ce délai est porté à quatre ans pour :

1° les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont désignés à titre temporaire dans un emploi vacant d'une fonction de l'enseignement supérieur;

2° les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont désignés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou de promotion;

3° les membres du personnel qui bénéficient d'un congé pour faire partie de la Commission d'homologation.

Si un nouveau congé, autre que le congé pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel, ou pour activité syndicale, ou pour faire partie du Cabinet du Roi, ou pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du Sénat ou pour maladie ou infirmité ou pour interruption de la carrière professionnelle est accordé au membre du personnel avant que la reprise de l'exercice effectif des fonctions ait duré une année scolaire au moins, la durée de ce nouveau congé est cumulée avec celle du congé précédent.

Le présent article ne s'applique pas aux membres du personnel qui bénéficient des dispositions de l'arrêté royal du 27 octobre 1967 fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relatives à la mise en disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant.»

**Art. 92.** Un article 43ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 43ter. Le membre du personnel visé à l'article 43bis qui n'a pas été remplacé dans son emploi par un temporaire prioritaire occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité.

Le membre du personnel visé à l'article 43bis qui sollicite sa réintégration et qui a été remplacé dans son emploi par un temporaire prioritaire est mis en disponibilité par défaut d'emploi, à partir de la date à laquelle il serait réintégré s'il n'avait pas été remplacé dans son emploi. »

**CHAPITRE VII. — Modifications à l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

**Art. 93.** Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983 :

« Article 3bis. Un membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social, d'un établissement de la Communauté française, nommé à titre définitif et titulaire d'une fonction de recrutement, n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction à titre temporaire dans l'établissement, et ce dans l'ordre inverse de leur classement. »

**Art. 94.** Un article 3ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 3ter. A défaut de membres du personnel exerçant la même fonction à titre temporaire, un membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social, d'un établissement de la Communauté française, nommé à titre définitif et titulaire d'une fonction de recrutement, n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire prioritaire dans l'établissement, et ce dans l'ordre inverse de leur classement. »

**Art. 95.** Un article 3quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 3quater. Lorsque, dans les conditions fixées par les articles 3bis et 3ter, doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement, est mis en disponibilité le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

Lorsque doit être mis en disponibilité un membre du personnel, nommé à titre définitif à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion, est mis en disponibilité le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française. »

**Art. 96.** Un article 3quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 3quinquies. L'ancienneté de service visée aux articles 3ter et 3quater est calculée à partir de 21 ans pour les fonctions du personnel directeur et enseignant de l'enseignement gardien et de l'enseignement primaire, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et du personnel social, à partir de 23 ans pour les fonctions du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur et à partir de 25 ans pour les fonctions du personnel psychologique et du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur et de l'enseignement supérieur. »

**Art. 97.** Un article 3sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 3sexies. Le calcul de l'ancienneté de service visée aux articles 3ter, 3quater et 3quinquies est effectué selon les règles suivantes :

1° les services effectifs rendus en qualité de temporaire et de temporaire prioritaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps, ce nombre de jours étant multiplié par 1, 2;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

4° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

5° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié;

6° trente jours forment un mois;

7° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

8° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile. »

**Art. 98.** Un article 3septies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 3septies. Pour l'application des articles 3bis à 3sexies, les services rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés aux services rendus dans l'enseignement de la Communauté française.

**CHAPITRE VIII. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite**

**Art. 99.** Dans l'article 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite les mots « stagiaires ou » sont abrogés.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 100. § 1er.** Les membres du personnel nommés à titre définitif qui exercent leur fonction en Allemagne font choix, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'une des zones définies à l'article 14bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements de l'Etat.

Sur demande motivée par des circonstances exceptionnelles et moyennant avis favorable de la commission interzonale d'affectation, le Ministre peut autoriser la modification du choix visé à l'alinéa 1er.

Les membres du personnel visés aux alinéas 1er, et 2 sont réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité de service dans un établissement de la zone choisie dès qu'il est mis fin à leurs services en Allemagne.

§ 2. Les services prestés à titre temporaire en Allemagne sont réputés avoir été prestés dans la zone pour laquelle le candidat a marqué sa plus grande préférence conformément à l'article 25 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

**Art. 101.** Par dérogation à l'article 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mentions « me satisfait entièrement » et « me satisfait partiellement » obtenues aux cours de l'année scolaire 1991-1992 et 1992-1993 sont assimilées à la mention « satisfait ».

**Art. 102.** Par dérogation à l'article 21 du même arrêté, tel que modifié par le présent arrêté, et pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, l'appel aux candidats à une désignation à titre temporaire sera lancé par avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de mai 1993.

Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat et pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, le classement visé à l'article 2 est arrêté à la date du 1er juillet 1993 sur base du nombre de jours accomplis à la date du 31 mai 1993.

**Art. 103.** Par dérogation à l'article 30 du même arrêté, tel que modifié par le présent arrêté, et pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, le Ministre détermine, dans le courant du mois de septembre 1993, par fonction, le nombre de jours qu'il faut avoir presté, à la date de l'appel aux candidats à une désignation en qualité de temporaire prioritaire.

Pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement les deux dernières années scolaires prises en considération sont les années scolaires 1991-1992 et 1992-1993.

**Art. 104.** Par dérogation à l'article 37 du même arrêté, tel que modifié par le présent arrêté, et pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, le membre du personnel qui acquiert la qualité de prioritaire est affecté, à sa demande, avant tout autre temporaire prioritaire, dans l'établissement où il est désigné titre temporaire.

Pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, le membre du personnel qui acquiert la qualité de temporaire prioritaire dans un établissement autre que celui où il est affecté à titre temporaire n'entre en fonction que le 1er juillet 1994.

**Art. 105.** Pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, deux tours de mutation sont organisés conformément à l'article 32 du même arrêté et à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

La procédure visée à l'alinéa 1er ne peut être poursuivie au-delà du 1er juillet 1993.

**Art. 106.** Par dérogation à l'article 45 du même arrêté, tel que modifié par le présent arrêté, et pour l'année scolaire 1993-1994 uniquement, la nomination prend cours le 1er janvier 1994.

**Art. 107. § 1er.** Par dérogation aux articles 48 et 80 du même arrêté, tel que modifié par le présent arrêté, sur demande du membre du personnel, introduite auprès du Ministre par pli recommandé dans les quinze jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre accorde un changement d'affectation à tout membre du personnel, nommé à titre définitif qui occupe, à ce moment, pour la deuxième année scolaire consécutive au moins, un emploi de la fonction dans laquelle il est nommé mais dans lequel il n'est pas effectivement affecté, en vertu de son arrêté d'admission au stage, de nomination, de mutation ou de réaffectation.

Cette affectation est définitive au 1er janvier 1994 dans le cas d'un emploi vacant à cette date et qui a été notifiée selon la procédure visée à l'article 17bis du même arrêté.

L'affectation est temporaire dans le cas d'un emploi non vacant.

§ 2. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation temporaire est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe, le premier jour du mois qui suit la notification visée à l'article 17bis du même arrêté.

§ 3. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel affecté conformément au § 1er est déclaré vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi au plus tard le 1er juillet 1994. La vacance est notifiée conformément à l'article 17bis du même arrêté.

**Art. 108.** Les membres du personnel nommés à titre définitif ou admis au stage en application des règles antérieures organisant l'admission au stage et la nomination à titre définitif dans une fonction de recrutement et la nomination à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion peuvent introduire auprès du Ministre une demande d'affectation dans une autre zone, motivée par des circonstances exceptionnelles.

Cette demande devra être introduite par pli recommandé avant le dernier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Copie en est adressée dans le même délai au président de la commission interzonale d'affectation.

Le Ministre n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

**Art. 109.** Par dérogation à l'article 83 du même arrêté, sont nommés à la date du 1er janvier 1994 aux fonctions de sélection de professeur de cours généraux à l'école normale moyenne, de professeur de cours spéciaux à l'école normale moyenne, de professeur de cours généraux à l'école normale technique moyenne, de professeur de cours spéciaux à l'école normale technique moyenne, de professeur de cours techniques à l'école normale technique et de professeur de pratique professionnelle à l'école normale technique moyenne dans l'emploi vacant qu'ils occupent, les membres du personnel désignés à titre temporaire dans un emploi vacant comportant au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une charge complète qui réunissent à la même date les conditions suivantes :

1° être titulaire à titre définitif, dans l'enseignement de la Communauté française de l'une des fonctions de recrutement fixées par le Gouvernement en rapport avec la fonction de sélection;

2° exercer de manière satisfaisante depuis deux années scolaires au moins la fonction de sélection considérée;

3° compter au moins trois années de service dans l'enseignement supérieur calculées conformément à l'article 3sexies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 précité;

4° être porteur du titre requis pour la fonction visée au 1°;

5° compter une ancienneté de fonction de dix ans au moins dans la fonction de recrutement dont question au 1°, calculée conformément à l'article 3sexies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 précité;

6° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier bulletin de signalement dans la fonction de recrutement correspondante;

7° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier rapport d'inspection dans la fonction de recrutement correspondante.

Tout agent qui, sur base de l'alinéa 1er, 2°, se voit refuser la nomination en est averti par pli recommandé avec accusé de réception.

Il dispose de dix jours à partir de la date d'envoi du dit recommandé pour introduire une réclamation écrite auprès du Ministre. Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande, entendu par la chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la chambre de recours de se prononcer.

Le Ministre se prononce dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis. A défaut de décision ministérielle rendue dans ce délai, l'avis de la Chambre de recours vaut décision.

**Art. 110.** Tout stagiaire qui, au jour de la publication du présent arrêté, n'a pas fait l'objet d'une proposition de licenciement ou qui n'en fait pas l'objet avant la fin du mois qui suit la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, est nommé à titre définitif et affecté à l'emploi qu'il occupe, au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, sauf s'il n'est pas en activité de service ou s'il a été déclaré admissible sous réserve.

Tout stagiaire qui, au jour de la publication du présent arrêté, fait l'objet d'une proposition de licenciement pendante devant la chambre de recours, et pour laquelle, après avis de celle-ci, le Ministre décide d'une nomination à titre définitif, est nommé le premier jour du deuxième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 111.** Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 30 septembre 1969 fixant le modèle du rapport sur la manière dont les membres du personnel temporaire se sont acquittés de leur tâche, prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en application de l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements de l'Etat, modifié par l'arrêté ministériel du 19 janvier 1988 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

3° l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en exécution de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements de l'Etat, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 20 novembre 1989;

4° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

**Art. 112.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993, à l'exception :

1° des articles 2 et 14 qui produisent leurs effets le 1er septembre 1991;

2° des articles 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 25, 71, 72, 73, 102 et 105, qui produisent leurs effets le 1er mai 1993;

3° de l'article 111, 4° qui entre en vigueur le 1er juillet 1993;

4° de l'article 91, qui entre en vigueur le 1er juillet 1994.

**Art. 113.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juin 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Education,  
E. DI RUPO

## Annexe

## Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

Dénomination de l'établissement :

Membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, normal, technique et artistique de l'Etat.

Rapport sur la manière de servir d'un membre du personnel temporaire (1) temporaire prioritaire (1).

Nom et prénoms du membre du personnel : .....

Diplôme : .....

Fonction : .....

Services rendus (nature et durée) : .....

Rapport circonstancié du chef d'établissement :

Avis du chef d'établissement :

1. Favorable (1)

2. Défavorable (1)

Signature du chef d'établissement,

Date,

Ce rapport a été remis au membre du personnel en date du .....

Signature du chef d'établissement,

Signature de l'intéressé,

Pris connaissance du rapport et de l'avis du chef d'établissement

D'accord

Pas d'accord pour les motifs suivants : .....

Date :

Signature de l'intéressé,

Ce rapport a été remis au chef d'établissement en date du .....

Un recours écrit est/n'est pas (1) joint au rapport

Signature du chef d'établissement,

Signature de l'intéressé,

Ce rapport et le recours (1) a (ont) été adressé(s) à l'administration centrale du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation en date du .....

Signature du chef d'établissement,

(1) Biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993.

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 1989

[S-C — 29348]

10 JUNI 1983. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

## De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij het decreet d.d. 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987 en bij de besluiten van de Executieve d.d. 28 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1989 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 mei 1970, 3 juni 1976, 1 april 1977 en 21 oktober 1980 en de besluiten van de Executieve d.d. 1 augustus 1989, 2 oktober 1991 (I en II), 20 december 1991, 24 en 31 augustus 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1989 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1989 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve d.d. 9 en 20 november 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1973, ter uitvoering van artikel 161 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1977, nr. 69 van 20 juli 1982, van 28 april 1983, bij de wet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten van 22 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1986, 13 januari en 20 december 1988 en bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 1974, ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 226 van 7 december 1983;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid voor het rustpensioen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 6 januari 1992;

Overwegende de verplichting, opgelegd aan elke inrichting van de Franse Gemeenschap om « een eigen opvoedkundig project uit te werken en ten uitvoer te brengen », ter uitvoering van artikel 11, § 2, 1, van het decreet d.d. 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap;

Overwegende dat deze bestendige zorg bevestigd wordt in het ontwerpdecreet tot organisatie van de opleiding gedurende de loopbaan, dat in zijn artikel 9, 5<sup>o</sup> bepaalt : « de ontwikkeling van de communicatie, van het werk in ploeg en de inplanting en de ontwikkeling van projecten in de inrichtingen »;

Overwegende dat het bijgevolg in het objectief belang van de leerkrachten is, voor zover het mogelijk is, in dezelfde inrichting van jaar tot jaar te blijven; dat inderdaad een leerkracht een bepaalde tijd nodig heeft om zich aan te passen en in een nieuwe inrichting volledig efficiënt te worden;

Overwegende dat het bijgevolg in het objectief belang van de inrichtingen en van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs is, inzonderheid om de hierboven vermelde redenen en voor zover het mogelijk is, dezelfde leerkrachten in de pedagogische ploegen te behouden;

Overwegende dat het beginsel volgens welk onder de nuttig gerangschikte kandidaten om in dienst geroepen te kunnen worden in een ambt en in een bepaalde zone, de kandidaat bij voorrang wordt aangesteld in de inrichting waar hij het jaar voordien fungeerde, een redelijk middel is om de stabiliteit te bereiken van de pedagogische ploegen, die het wezenlijk doel van het project uitmaakt;



Overwegende dat de organisatie van de aanstellingsveranderingen en van de reffectatie op zonale grond een wijze van innerlijke deconcentratie uitmaakt die onder het beoordelingsvermogen van de Regering ressorteert en die geen schade toebrengt aan de bevoegdheden van enige inrichtende macht van het onderwijs van de Franse Gemeenschap; dat inzonderheid de diverse ingestelde organen slechts over een adviesbevoegdheid beschikken daar de beslissing per slot van rekening bij de Minister berust;

Overwegende dat de inrichtende macht van de Franse Gemeenschap uniek is en dat dit feit het bestaan van objectieve verschillen met het statuut van het vrij gesubsidieerd onderwijs rechtvaardigt;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter belast met de Begroting, gegeven op 29 maart 1993;

Gelet op het protocol d.d. 26 maart 1993 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het koninklijk besluit dd. 22 maart 1989 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Artikel 1.** In de opschriften van de onderverdelingen van de hoofdstukken van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1989 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt het woord « paragraaf » telkens door het woord « afdeling » vervangen.

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt volgend lid tussen lid 1 en lid 2 ingevoegd :

« Het is eveneens van toepassing op de leden van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel ».

**Art. 3.** Artikel 3bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve d.d. 20 november 1989, wordt door volgende bepaling vervangen :

« Artikel 3bis. Voor de toepassing van de artikelen 30, lid 1, 39, 84, 85, 98, 99, 102, 104, 107, 107bis, 108, 109, 110 en 139, worden de werkelijk in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap bewezen diensten gelijkgesteld met werkelijk in het onderwijs van de Franse Gemeenschap bewezen diensten ».

**Art. 4.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 14. De bepalingen van de artikelen 5 tot en met 12 zijn eveneens van toepassing op de tijdelijken en op de prioritaire tijdelijken. »

**Art. 5.** Een hoofdstuk IIbis, omvattende de artikelen 14bis tot en met 14quater, dat luidt als volgt, wordt ingevoegd :

**« HOOFDSTUK IIbis. — Aanstellingszones  
interzonale aanstellingscommissie en zonale aanstellingscommissies**

Artikel 14bis. Tien aanstellingscommissies, omschreven als volgt, worden opgericht :

1° de zone administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

2° de zone administratief arrondissement Nijvel;

3° de zone administratief arrondissement Hoei-Borgeworm;

4° de zone administratief arrondissement Luik;

5° de zone administratief arrondissement Verviers;

6° de zone Provincie Namen;

7° de zone Provincie Luxemburg;

8° de zone West-Henegouwen die de administratieve arrondissementen Aat, Doornik en Moeskroen, alsmede de gemeente Lessen omvat;

9° de zone Bergen-Centrum die de administratieve arrondissementen Bergen en Zinnik, met uitzondering van de gemeente Lessen, alsmede de gemeenten Manage en Morlanwelz omvat;

10° de zone Charleroi-Zuid-Henegouwen die het administratief arrondissement Charleroi, met uitzondering van de gemeente Manage, en het administratief arrondissement Thuin, met uitzondering van de gemeente Morlanwelz, omvat.

Artikel 14ter. § 1. Voor het geheel van de tien bij artikel 14bis bepaalde aanstellingszones wordt een interzonale aanstellingscommissie opgericht.

De commissie brengt voor de Minister adviezen uit :

1° inzake reffectatie en tijdelijk terugroepen in actieve dienst van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid dat niet kon worden gereffecteerd of tijdelijk weer in actieve dienst geroepen worden binnen zijn zone;

2° inzake de aanvullende opdracht voor de personeelsleden die ze niet binnen hun zone konden bekomen;

3° inzake de aanstellingsverandering van een vastbenoemd personeelslid of van een prioritaire tijdelijke die om een aanstelling in een andere zone verzoekt.

§ 2. De interzonale commissie bestaat uit :

1° een voorzitter, door de Minister aangesteld;

2° vier vastbenoemde personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, door de Minister aangesteld;

3° vier door de representatieve vakbonden aangestelde leden;

4° de directeur-generaal van de algemene directie voor personeel, statuten, administratieve organisatie en buitengewoon onderwijs met raadgevende stem;

5° de directeur-generaal vna de algemene directie van het betrokken onderwijsniveau, met raadgevende stem.

Naast de vier in lid 1, 2°, bedoelde werkende leden stelt de Minister vier plaatsvervangers aan.

Naast de vier in lid 1, 3°, bedoelde werkende leden stellen de representatieve vakbonden vier plaatsvervangers aan.

§ 3. De commissie beslist bij volstrekte meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De commissie wordt door een secretaris die de Minister onder de ambtenaren van het Ministerie van Onderwijs kiest, bijgestaan.

De commissie vergadert in de eerste helft van april, in de eerste helft van oktober en in de eerste helft van november. Op verzoek van de voorzitter kan ze bijkomende vergaderingen beleggen.

De commissie stelt haar adviezen ter kennis van de Minister binnen de acht dagen die op de vergadering volgen.

De commissie maakt haar huishoudelijk reglement op.

Artikel 14<sup>quater</sup>. § 1. In elke bij artikel 14<sup>bis</sup> bepaalde aanstellingszone wordt een zonale aanstellingscommissie opgericht. De commissie brengt voor de Minister adviezen uit :

1° inzake reffectatie en tijdelijk weer in dienst roepen in actieve dienst van een wegens ontstentenis van betrekking in de zone ter beschikking gesteld personeelslid;

2° inzake aanvullende opdracht voor de personeelsleden die ze niet in hun zone konden bekomen;

3° inzake verandering van aanstelling van een vastbenoemd personeelslid dat om een aanstelling in een andere inrichting van de zone verzoekt.

§ 2. De zonale commissie bestaat uit :

1° een voorzitter, door de Minister aangesteld;

2° vier leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, vast aangesteld in de zone en door de Minister aangewezen;

3° vier door de representatieve vakbonden aangestelde leden.

Naast de vier in lid 1, 2° bedoelde werkende leden wijst de Minister vier plaatsvervangers aan.

Naast de vier in lid 1, 3° bedoelde werkende leden stellen de representatieve vakbonden vier plaatsvervangers aan.

Bij een tweederdemeerderheid mag de commissie plaatsvervangers veroorloven, de vergaderingen met raadgevende stem bij te wonen.

§ 3. De commissie beraadslaagt met volstrekte meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De commissie wordt door een secretaris bijgestaan, die de Minister onder de ambtenaren van het Ministerie van Onderwijs kiest.

De commissie vergadert in de laatste helft van maart, van september en van oktober. Ze kan bijkomende vergaderingen beleggen op initiatief van de voorzitter.

De commissie brengt haar adviezen ter kennis van de Minister binnen de acht dagen die op de vergadering volgen.

De commissie maakt haar huishoudelijk reglement op.

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden « tot de stage zijn toegelaten » geschrapt.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17<sup>bis</sup> dat als volgt luidt, ingevoegd :

« Artikel 17<sup>bis</sup> ». Binnen de tien dagen na de vacatuur van een betrekking deelt het inrichtingshoofd deze mee aan de Minister, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie, alsmede aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie waar zijn inrichting onder ressorteert. Laatstgenoemde deelt de vacatuur mee aan de leden van de commissie die hij voorziet.

Art. 8. Het opschrift van afdeling 2, van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling, tijdelijken en prioritaire tijdelijken »

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt lid 1,1, door de volgende bepaling vervangen :

« 1. Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschappen, behalve door de Regering toegestane afwijking ».

Art. 10. In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 1 september 1983 :

1° worden in lid 2 de woorden « gedeeltelijk of volledig voldoening heeft gegeven aan de inspecteurs en de inrichtingshoofden » vervangen door de woorden : « het voorwerp niet geweest is van een ongunstig verslag van de inspecteurs en van het inrichtingshoofd »;

2° worden in lid 3 de woorden : « in hetzelfde ambt » tussen de woorden « kan de Minister hem laten » en « in afwijking » ingevoegd;

3° worden in hetzelfde lid de woorden « gedeeltelijk of volledig voldoening heeft gegeven aan de inspecteurs en de inrichtingshoofden » vervangen door de woorden « het voorwerp niet geweest is van een ongunstig verslag van de inspecteur of van het inrichtingshoofd ».

Art. 11. In artikel 21, lid 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 17 februari 1993 wordt het woord « juni » door het woord « januari » vervangen.

Art. 12. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het woord « provincie(s) » door het woord « zone(s) » vervangen.

Art. 13. In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt het woord « provincie » door het woord « zone » vervangen.

Art. 14. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 26. De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel worden als tijdelijken door de Minister aangesteld ».

Art. 15. Artikel 26<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit, er ingevoegd bij het besluit d.d. 24 augustus 1992, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 26<sup>bis</sup>. Er wordt volledig of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een tijdelijk aangesteld personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair niet geniet ten einde het terugroepen in actieve dienst van een personeelslid uit dezelfde zone, dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking, of de toewijzing aan een vastbenoemd personeelslid uit dezelfde zone van een aantal uren gelijk aan dat waarvoor hij wordt bezoldigd, mogelijk te maken.

Er wordt volledig of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een tijdelijk aangesteld personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair niet geniet, ten einde de toewijzing mogelijk te maken aan een personeelslid uit dezelfde zone, dat vast benoemd is of de hoedanigheid van prioritair tijdelijke geniet en de aanvraag ingediend heeft voor 1 maart van het voorafgaande schooljaar, van een aantal uren dat overeenstemt met een ambt met volledige prestaties, mogelijk te maken.

Voor de toepassing van lid 1 en lid 2 wordt er in de eerste plaats een einde gemaakt aan de prestaties van de niet-gerangschikte tijdelijke personeelsleden, daarna van de in de tweede groep, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1989 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs ingedeelde tijdelijken ten slotte in de omgekeerde orde van de rangschikking, van de kandidaten gerangschikt in de eerste bij artikel 2 van hetzelfde besluit bedoelde groep ».

**Art. 16.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27. Elke tijdelijke of prioritair tijdelijke wordt geacht zich op bevredigende wijze van zijn taak gekwet te hebben zolang over hem geen ongunstig verslag werd opgemaakt door het inrichtingshoofd.

Zonodig wordt dit ongunstig verslag uiterlijk na afloop van elke werkzaamheidsperiode, volgens het bij dit besluit gevoegde model, opgemaakt.

Het moet de tijdelijke of de prioritair tijdelijke ter visering voorgelegd worden en bij zijn individueel dossier gevoegd worden ».

**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 29bis, dat luidt als volgt, ingevoegd :

« Artikel 29bis. Het verslag over de wijze van dienen van het tijdelijk aangestelde personeelslid wordt volgens het bij dit besluit gevoegd model opgemaakt ».

**Art. 18.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 30. Elk jaar bepaalt de Minister in de loop van de maand maart, per ambt, het aantal dagen die moeten gepresteerd zijn op de datum van de oproep tot de kandidaten om in de loop van het volgende schooljaar prioritair tijdelijke te worden.

Het aantal in lid 1 bedoelde dagen omvat ten minste 300 dagen gespreid over de laatste twee schooljaren in het betrokken ambt en in één of meer inrichtingen van de Franse Gemeenschap ».

**Art. 19.** Tussen de artikelen 30 en 31 van hetzelfde besluit worden de woorden « afdeling 3. Toelating tot de stage, stagiairs en benoeming in vast verband » geschrapt.

**Art. 20.** Artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 31. Niemand kan als prioritair tijdelijke worden aangesteld indien hij niet aan de onderstaande voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, behoudens door de Regering toegestane afwijking;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° houder zijn van een door de Regering bepaald bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt of opeenvolgende afwijkingen, bedoeld in artikel 20, bekomen hebben gedurende minstens 450 dagen dienst in het ambt, gespreid over minstens 3 schooljaren;

6° aan de wets- en reglementsbevestigingen inzake taalwetten voldoen;

7° de door de Regering bepaalde lichamelijke geschiktheid bezitten;

8° in het betrokken ambt het voorwerp niet geweest zijn van een ongunstig verslag van het inrichtingshoofd of van de bevoegde inspectie gedurende de laatste twee schooljaren en voor de datum van de oproep tot de kandidaten;

9° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn die in de oproep tot de kandidaten zijn vastgelegd;

10° het aantal dagen, die overeenkomstig artikel 30 zijn vastgelegd, hebben bereikt.

Een ongunstig verslag dat over een periode van minder dan dertig dagen loopt, komt niet in aanmerking indien het in het betrokken ambt door een gunstig verslag dat een periode van ten minste 180 dagen dekt, gevolgd werd.

De kandidatuur vermeldt de keuze van een aanstellingszone ».

**Art. 21.** Artikel 31bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983 wordt door volgende bepaling vervangen :

« Artikel 32. Het bij artikel 167bis bedoelde personeelslid dat niet kon worden gereffecteerd in zijn ambt, kan op zijn aanvraag de hoedanigheid genieten van prioritair tijdelijke in het ambt waarvoor hij voorlopig weer in actieve dienst werd geroepen, voor zover hij het aantal dagen dienst telt dat ter uitvoering van artikel 30 werd vastgelegd.

Hij geniet de weddeschaal van zijn nieuw ambt op de datum van zijn benoeming in vast verband in dit ambt.

Voor de toepassing van lid 1 worden de diensten bewezen als terugroeping in actieve dienst gelijkgesteld met de als tijdelijke bewezen diensten ».

« Artikel 33. Artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijke besluit d.d. 22 maart 1971, wordt door de onderstaande bepaling vervangen :

« Artikel 33. Elk personeelslid dat in de hoedanigheid van prioritair tijdelijke wordt aangesteld mag, op zijn aanvraag, een aanstellingsverandering in een inrichting van een andere zone bekomen indien hij aan de bij artikel 31, lid 1, 8° bepaalde voorwaarden voldoet.

Deze aanstellingsverandering heeft uitwerking vanaf de daaropvolgende 1 juli.

Het personeelslid dat een aanstellingsverandering in een andere zone wenst te bekomen, dient in de loop van de maand maart per aangetekende brief een aanvraag, gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden, bij de Minister in. Binnen dezelfde termijn stuurt hij een afschrift ervan naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De Minister verleent een aanstellingsverandering op voorwaarde dat bovenvermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

Het personeelslid aan wie de Minister een aanstellingsverandering verleent, wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 in dienst geroepen.

**Art. 24.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 34 § 1. Ieder jaar richt de Minister, in de loop van de maand maart, een oproep tot de kandidaten voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke via een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt de voorwaarden vereist van de kandidaten, alsmede de vorm en de termijn binnen welke de kandidaatstellingen moeten worden ingediend.

§ 2. De kandidaten worden gerandschikt volgens de overeenkomstig de bepalingen van voormeld koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 opgemaakte volgorde.

De personeelsleden, vast benoemd in een ander ambt, die aan de in artikel 30 vastgelegde voorwaarden voldoen en houder zijn van bekwaamheidsbewijzen vereist voor het ambt waarin zij hun aanstelling als prioritaire tijdelijke aanvragen, worden in de in lid 1 bedoelde rangschikking opgenomen. Het aantal kandidaturen dat hun wordt toegekend, is het aantal volledige jaren dienstanciënniteit, berekend op de door de oproep tot de kandidaten vastgelegde datum en overeenkomstig artikel 3sexies van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 184 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

De personeelsleden die hun aanstelling als prioritaire tijdelijke krachtens de in artikel 31, 5<sup>o</sup> bedoelde afwijkingen aanvragen, worden opgenomen in de in lid 1 en lid 2 bedoelde rangschikking door hun als aantal kandidaturen het aantal schooljaren toe te kennen tijdens welke zij een aanstelling in het ambt genoten hebben nadat zij aan de voorwaarde van dezelfde bepaling hebben voldaan.

Bij een gelijk aantal kandidaturen hebben de in lid 1 en lid 2 bedoelde kandidaten voorrang.

§ 3. De rangschikking van de kandidaten wordt elk schooljaar aangepast door het aantal kandidaturen van elke in dienst geroepen prioritaire tijdelijke met één eenheid te verhogen.

Elke kandidaat-prioritaire tijdelijke ontvangt een afschrift van de rangschikking in zijn ambt ».

**Art. 25.** Artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983, wordt opgeheven.

**Art. 26.** Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1971, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 36. Een niet-vacante betrekking van een wervingsambt mag slechts een prioritaire tijdelijke worden toegewezen indien ze niet werd toegekend door voorlopige terugroeping in actieve dienst van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid door een aanvullende opdracht of door een aanvullend uurrooster met toepassing van de artikelen 13bis tot en met 13quinquies van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Een openstaande betrekking van een wervingsambt mag slechts aan een prioritaire tijdelijke worden toegewezen indien ze niet werd toegekend door voorlopige terugroeping in actieve dienst van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid of door een aanvullende opdracht of door een aanvullend uurrooster met toepassing van de artikelen 13bis tot en met 13quinquies van het bovenvermelde koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 of door aanstellingsverandering.

Een betrekking in een wervingsambt mag slechts aan een prioritaire tijdelijke toegekend worden indien ze niet door aanstellingsverandering werd toegewezen ».

**Art. 27.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 37. De prioritaire tijdelijken worden door de Minister aangesteld.

De kandidaten worden als prioritaire tijdelijken in dienst geroepen volgens de orde van de rangschikking, in een van de inrichtingen uit de zone waar zij vragen dat de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke hun wordt erkend. Het personeelslid mag echter in zijn aanvraag de aanstelling in sommige inrichtingen van de zone weigeren.

Het personeelslid dat in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke overeenkomstig lid 2 in dienst wordt geroepen, wordt op zijn aanvraag voor elke andere prioritaire tijdelijke aangesteld in de inrichting waar hij in juni van het vorige schooljaar was aangesteld.

**Art. 28.** Artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 38. Elke tijdelijke wiens kandidatuur op grond van artikel 31, 2<sup>o</sup> en 31, 8<sup>o</sup> kandidatuur als prioritaire tijdelijke verworpen is, wordt per aangetekende brief met bewijs van ontvangst verwittigd.

Hij beschikt over tien dagen vanaf de verzendingsdatum van bedoelde aangetekende brief om een bezwaarschrift bij de Minister in te dienen. Zodra de Minister dit heeft gekregen, doet hij het aan de raad van beroep geworden. Deze verstrekt de Minister advies binnen een maximale termijn van een maand te rekenen van de datum van ontvangst van het bezwaarschrift.

Het personeelslid wordt op zijn aanvraag door de raad van beroep gehoord. Het mag zich door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap in actieve dienst of op rust gesteld, of door een afgevaardigde van een representatieve vakbond laten bijstaan.

Het niet-verschijnen van het personeelslid of van diens vertegenwoordiger belet de raad van beroep niet zich uit te spreken.

De Minister beslist binnen de maand na de ontvangst van het advies. Bij gebrek aan een ministeriële beslissing binnen deze termijn geldt het advies van de raad van beroep als beslissing ».

**Art. 29.** In artikel 39 van hetzelfde besluit :

1<sup>o</sup> worden de woorden « in de artikelen 33 en 38<sup>o</sup> vervangen door de woorden »in artikel 30, lid 1 »;

2<sup>o</sup> worden, onder a, de woorden « in een ambt van de betrokken categorie en voor zover de kandidaat in het bezit is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dit ambt vereist is » vervangen door de woorden « ofwel sinds de kandidaat in het bezit is van het bekwaamheidsbewijs voor het ambt waarvoor hij kandidaat is voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke, ofwel wanneer ingevolge artikel 20 afwijkingen werden verleend, vanaf de 451ste dag prestaties en bij het verstrijken van het derde schooljaar, voor het betrokken ambt »;

3° wordt lid 2, onder *a*, aangevuld met de volgende woorden : « in de categorieën van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel en van het sociaal personeel komen slechts in aanmerking de werkelijk bewezen diensten vanaf de leeftijd van 21 jaar, in de categorie van het psychologisch personeel slechts de werkelijk bewezen diensten vanaf de leeftijd van 25 jaar »;

4° wordt onder *b* het enig lid aangevuld met de volgende woorden : « het bevallingsverlof, het onthaalverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij, alsmede de uitzonderlijke verloven resp. bepaald in de artikelen 5 en 5*bis* van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 180 van dit besluit en in de artikels 2 en 3 van het koninklijk besluit d.d. 24 januari 1979 betreffende het omstandigheidsverlof toegekend aan sommige tijdelijk aangestelde personeelsleden van rijksonderwijsinrichtingen.

Art. 30. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 40. Voor de berekening van het aantal in artikel 30, lid 2 bedoelde dagen worden enkel in aanmerking genomen de diensten die in het ambt en in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van artikel 39, *b* en *c* werden bewezen.

Art. 31. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 41. « De openstaande betrekkingen worden voor elke andere tijdelijke aanstelling aan de hierboven bedoelde prioritair tijdelijken toegewezen.

Nadat alle openstaande betrekkingen zijn toegewezen, worden de niet-openstaande betrekkingen voor elke andere tijdelijke aanstelling aan de prioritair tijdelijken toegewezen ».

Art. 32. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 42. Een prioritair tijdelijke kan ontslagen worden op gemotiveerd voorstel van het inrichtingshoofd of van de bevoegde inspecteur. Dit voorstel wordt aan de prioritair tijdelijke voorgelegd op het ogenblik dat het wordt opgemaakt. De prioritair tijdelijke viseert en dateert dit voorstel en bezorgt het binnen tien dagen terug ».

Art. 33. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 43. De prioritair tijdelijke tegen wie een gemotiveerd voorstel tot ontslag wordt geformuleerd, kan binnen tien dagen een bezwaarschrift indienen bij het inrichtingshoofd, die hem dezelfde dag de ontvangst ervan bevestigt ».

Het inrichtingshoofd zendt het bezwaarschrift de dag van de ontvangst over aan de Minister. Hij doet zulks door bemiddeling van de bevoegde inspecteur indien deze het voorstel tot ontslag geformuleerd heeft. Zodra de Minister het bezwaarschrift ontvangen heeft, stuurt hij het door naar de raad van beroep. Deze brengt bij de Minister advies uit binnen een termijn van ten hoogste twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. Het personeelslid wordt op eigen verzoek door de raad van beroep gehoord. Hij mag zich laten bijstaan door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging. De niet-verschijning van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger belet de raad van beroep niet, zich uit te spreken.

De Minister beslist binnen de maand te rekenen van de ontvangst van het advies. Bij gebrek aan ministeriële beslissing binnen deze termijn geldt het advies van de raad van beroep als beslissing.

Voor de prioritair tijdelijke die ontslagen wordt, wordt een opzeggingstermijn van drie maanden in acht genomen ».

Art. 34. Een artikel 43*bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 43*bis*. Een prioritair tijdelijke kan vrijwillig zijn ambt neerleggen mits hij een opzeggingstermijn van vijftien dagen in acht neemt ».

Art. 35. Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 44. Elke prioritair tijdelijke die het voorwerp is geweest van een afdanking verliest voor het ambt dat hij op het ogenblik van zijn afdanking uitoefende, de hoedanigheid van prioritair tijdelijke alsmede het voordeel van de ingediende kandidaturen en van het aantal vóór zijn afdanking gepresteerde dagen ».

Art. 36. Het opschrift van een nieuwe afdeling 3, luidend als volgt, wordt tussen artikel 44 en artikel 45 van hetzelfde besluit ingevoegd :

« Afdeling 3. — De benoeming in vast verband en de aanstellingsveranderingen »

Art. 37. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 45. § 1. Elke prioritair tijdelijke wordt in vast verband benoemd in het ambt dat hij uitoefent in een openstaande betrekking met ten minste twee derde van het minimumaantal uren, vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen.

Op gemotiveerd voorstel, volgens het geval, van de bevoegde zonale aanstellingscommissie of van de interzonale aanstellingscommissie kan de Minister een prioritair tijdelijke vast benoemen in het ambt dat hij uitoefent en in een openstaande betrekking met ten minste twee derde van het minimumaantal uren, vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen.

De benoeming in vast verband heeft uitwerking op de 1e september die volgt op de kennisgeving van de bij artikel 17*bis* bepaalde vacatuur van de betrekking, voor zover de zonale aanstellingscommissie vergaderd heeft tussen de datum van voormelde kennisgeving en 1 september ».

§ 2. Op eigen verzoek behoudt een personeelslid in vast verband, aan wie geen ambt met volledige prestaties kon worden toegewezen in de inrichting waar hij werd aangesteld en die een aanvullende opdracht in een of meer inrichtingen heeft bekomen, deze aanvullende opdracht zolang :

1° hem geen volledige opdracht in de inrichting waar hij aangesteld werd, wordt toegewezen;

2° deze aanvulling niet nodig is om de opdracht van een vastbenoemd personeelslid, aan de inrichting toegewezen aan te vullen.

Onder aanvullende opdracht dient men te verstaan de lessen die onder hetzelfde ambt ressorteren en die aan een andere inrichting worden toegewezen.

§ 3. Geen enkel personeelslid behoudt zijn aanstelling in twee of meer inrichtingen zodra volledige prestaties hem in vast verband mogen worden toevertrouwd in een van de inrichtingen waar hij aangesteld werd.

Mochten verschillende prioritaire tijdelijken tewerkgesteld zijn in hetzelfde ambt in eenzelfde inrichting wanneer een betrekking van dat ambt vrijkomt, wordt de best gerangschikte prioritair tijdelijke in deze betrekking vast benoemd.

**Art. 38.** Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 46. § 1. Elke prioritair tijdelijke die in de loop van een schooljaar niet vast benoemd werd, behoudt de betrekking die hij het vorige schooljaar bekleedde op voorwaarde dat de betrekking niet door reffectatie werd toegewezen aan een ander personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking binnen de zone ter beschikking was gesteld.

Er wordt echter een einde gemaakt aan de functie van de minst goed gerangschikte prioritair tijdelijke om de best gerangschikte prioritair tijdelijke in dezelfde zone en hetzelfde ambt in dienst te roepen, nadat een einde werd gemaakt aan de aanstelling van de tijdelijken in de zone en het ambt.

§ 2. Elke prioritair tijdelijke die niet in een in de loop van een schooljaar openstaande of vacant geworden betrekking werd benoemd, kan per aangetekende brief, aan de Minister gericht in de loop van de maand maart, afzien van de betrekking die hij het voorafgaande schooljaar bekleedde. In dat geval wordt hij overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 in dienst geroepen.

§ 3. Een aanstellingsverandering mag niet in een door een prioritair tijdelijke beklede betrekking verleend worden ».

**Art. 39.** Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 47. De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel worden door de Regering vast benoemd. Een uittreksel van het benoemingsbesluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt ».

**Art. 40.** Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen : « Artikel 48. § 1. Elk vastbenoemd personeelslid, titularis van een wervingsambt mag op eigen verzoek in dit ambt een aanstellingsverandering verkrijgen :

1° in een openstaande betrekking van een andere inrichting van de zone;

2° in een openstaande betrekking in een andere zone.

Deze aanstellingsverandering heeft uitwerking op de eerstvolgende 1 juli.

§ 2. Het personeelslid dat een aanstellingsverandering wenst te bekomen in een andere inrichting van dezelfde zone, dient per aangetekende brief een gemotiveerd aanvraag bij de Minister in tijdens de maand januari. Hij stuurt binnen dezelfde termijn een afschrift ervan naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie.

De Minister verleent slechts de aanstellingsverandering indien bovenvermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

§ 3. Het personeelslid dat een aanstellingsverandering in een andere zone wenst te bekomen, dient een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag in bij de Minister in de loop van de maand januari. Hij stuurt binnen dezelfde termijn een afschrift ervan naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De Minister verleent slechts een aanstellingsverandering indien bovenvermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

Het in deze paragraaf bedoelde personeelslid aan wie de Minister een aanstellingsverandering verleent, wordt in dienst geroepen voor elke aanstelling als prioritair tijdelijke, bepaald in artikel 38.

§ 4. Een aanstellingsverandering kan voorlopig in een niet-openstaande betrekking gebeuren indien deze betrekking voor ten minste één schooljaar vrijkomt. De aanstellingsverandering in een niet-openstaande betrekking gebeurt volgens de resp. in § 2 en § 3 bepaalde voorwaarden.

§ 5. Het personeelslid dat op grond van § 4 een aanstellingsverandering heeft bekomen, wordt definitief in de betrekking aangesteld die hij bekleedt, op de eerste dag die op de in artikel 17bis bedoelde kennisgeving volgt.

§ 6. De betrekking waarvan de titularis aangesteld was overeenkomstig § 4, is vacant indien hij na twee opeenvolgende schooljaren deze betrekking niet opnieuw bekleedt. De vacatuur wordt overeenkomstig artikel 17bis bekendgemaakt ».

**Art. 41.** De artikelen 49 en 50 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 42.** Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 51. § 1. De vastbenoemde personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap overgenomen onderwijsinrichtingen die in dienst zijn op het ogenblik van de overname, verkrijgen van ambtswege de hoedanigheid van personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Wanneer zij bij de overname een wervingsambt uitoefenen waarvoor zij een weddetoelage van de Franse Gemeenschap genieten, worden zij in hetzelfde ambt benoemd.

Wanneer zij bij de overname een selectieambt uitoefenen waarvoor zij een weddetoelage van de Franse Gemeenschap genieten, worden zij in dit ambt benoemd indien zij :

1° de leeftijd van 25 jaar hebben bereikt;

2° het voor dit ambt vastgestelde bekwaamheidsbewijs bezitten;

3° ten minste zes jaar anciënniteit tellen in één van de wervingsambten die toegang verlenen tot het selectieambt.

Indien zij de onder 1° en 3° gestelde voorwaarden niet vervullen, worden zij benoemd in een van de wervingsambten die toegang verlenen tot dit selectieambt.

Wanneer zij bij de overname een bevorderingsambt uitoefenen waarvoor zij een weddetoelage van de Franse Gemeenschap genieten, worden zij benoemd in een van de wervingsambten die toegang verlenen tot dit bevorderingsambt.

De diensten die werkelijk gepresteerd werden tot aan de overname, in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht die de leiding van de door de Franse Gemeenschap overgenomen inrichting waarnam, worden gelijkgesteld met de werkelijk gepresterde diensten als personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap ».

**Art. 43.** Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De personeelsleden leggen bij hun indiensttreding in het onderwijs van de Franse Gemeenschap de eed af ».

**Art. 44.** Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 45.** In artikel 56, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « in de artikelen 52 en 53 bedoelde » vervangen door de woorden « in artikel 52 bedoelde ».

**Art. 46.** Artikel 64 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 47.** Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt met de woorden « en op de prioritair tijdelijken » aangevuld.

**Art. 48.** In artikel 87, 1<sup>o</sup> van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Executieve d.d. 27 september 1991, wordt « stagiairs » door de woorden « prioritair tijdelijken » vervangen.

**Art. 49.** Artikel 78, 2e lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983 en bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992, wordt als volgt vervangen :

« Een vacante betrekking in een selectieambt kan enkel door selectie toegewezen worden indien ze niet door reffectatie werd toegewezen aan personeelsleden, vast benoemd in het selectieambt waartoe de te begeven betrekking behoort en ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking. Een vacante betrekking in een selectieambt kan enkel door selectie toegewezen worden indien ze niet door aanstellingsverandering toegewezen werd ».

**Art. 50.** Art. 80 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983, wordt als volgt vervangen :

« Artikel 80, § 1. Elk personeelslid, vast benoemd in een selectieambt mag op eigen verzoek een aanstellingsverandering in dit ambt bekomen :

- 1<sup>o</sup> in een openstaande betrekking van een andere inrichting van de zone;
- 2<sup>o</sup> in een openstaande betrekking in een andere zone.

Deze aanstellingsverandering heeft uitwerking vanaf de daaropvolgende 1 juli.

§ 2. Het personeelslid dat een aanstellingsverandering in een andere inrichting in dezelfde zone wenst te bekomen, dient in de loop van de maand januari per aangetekende brief, een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag in bij de Minister. Binnen dezelfde termijn stuurt hij een afschrift ervan naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie.

De Minister verleent de aanstellingsverandering indien bovenvermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

§ 3. Het personeelslid dat een aanstellingsverandering in een andere inrichting in een andere zone wenst te bekomen, dient in de loop van de maand januari, per aangetekende brief, een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag in bij de Minister. Binnen dezelfde termijn stuurt hij een afschrift ervan naar de Voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De Minister verleent de aanstellingsverandering indien bovenvermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

§ 4. Een aanstellingsverandering mag voorlopig in een niet-openstaande betrekking gebeuren indien deze betrekking voor ten minste een schooljaar wordt vrijgemaakt.

De aanstellingsverandering in een niet-openstaande betrekking gebeurt volgens de respectievelijk in § 2 en in § 3 omschreven voorwaarden.

§ 5. Het personeelslid dat op grond van § 4 een aanstellingsverandering heeft verkregen wordt op de 1ste dag van de maand die op de in artikel 17bis bedoelde kennisgeving volgt, definitief aangesteld in de betrekking die hij waarneemt.

§ 6. De betrekking waarvan een personeelslid, aangesteld overeenkomstig § 4, titularis was, wordt open verklaard indien hij na twee achtereenvolgende schooljaren die betrekking niet weer opneemt.

De vacatuur wordt overeenkomstig artikel 17bis medegedeeld ».

**Art. 51.** Artikel 81 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 81. De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel worden door de Regering in een selectieambt benoemd.

**Art. 52.** Artikel 52, lid 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983 en bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Een vacante betrekking in een bevorderingsambt kan slechts door bevordering worden toegewezen indien ze niet door reffectatie werd toegewezen aan de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden, die in het bevorderingsambt waartoe de te begeven betrekking behoort, vast benoemd zijn. Een vacante betrekking in een bevorderingsambt kan slechts door bevordering worden toegewezen indien ze niet door aanstellingsverandering werd toegewezen ».

**Art. 53.** Artikel 94, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 94, § 1. Elk personeelslid dat vast benoemd is in een bevorderingsambt mag op eigen verzoek een aanstellingsverandering in een andere vacante betrekking van zijn ambt bekomen.

Deze aanstellingsverandering heeft uitwerking op de daaropvolgende 1 januari.

§ 2. Het personeelslid dat een aanstellingsverandering in een andere inrichting van dezelfde zone of in een andere zone wenst te bekomen dient in de loop van de maand oktober per aangetekende brief een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag in bij de Minister. Binnen dezelfde termijn stuurt hij een afschrift ervan naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De Minister verleent de aanstellingsverandering indien bovenvermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

§ 3. Een aanstellingsverandering mag voorlopig in een niet-vacante betrekking gebeuren indien deze betrekking voor ten minste een schooljaar vrijgemaakt wordt. De aanstellingsverandering in een niet-vacante betrekking gebeurt volgens de in § 2 omschreven voorwaarden.

§ 4. Het personeelslid dat op grond van § 3 een aanstellingsverandering heeft verkregen, wordt definitief in de betrekking aangesteld die hij bezet, op de eerste dag van de maand die op de vacatuur van deze betrekking volgt.

§ 5. De betrekking waarvan een personeelslid, aangesteld overeenkomstig § 3, titularis was, is vacant indien hij na twee achtereenvolgende schooljaren deze betrekking niet weer opneemt.

§ 6. Paragraaf 2 is niet van toepassing op het personeel van de inspectiedienst.

**Art. 54.** Artikel 98 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 98. Voor het berekenen van de in artikel 97, 3<sup>o</sup>, bedoelde dienstanciënniteit komen de werkelijke diensten in aanmerking die door het personeelslid, in welke hoedanigheid ook, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap verstrekt werden als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

Komen evenwel alleen in aanmerking de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 21 jaar voor de bevorderingsambten die te begeven zijn in het kleuteronderwijs en het lager onderwijs, de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 23 jaar voor de bevorderingsambten die te begeven zijn in het secundair onderwijs van de lagere graad en de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 25 jaar voor de bevorderingsambten die te begeven zijn in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs ».

**Art. 55.** Artikel 99 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 99. Voor het berekenen van de in artikel 97, 4<sup>o</sup>, bedoelde ambtsanciënniteit komen enkel de werkelijke diensten in aanmerking die door het personeelslid in welke hoedanigheid ook gepresteerd werden in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, in het ambt of de ambten bedoeld bij artikel 97, 1<sup>o</sup>.

Komen evenwel alleen in aanmerking de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 21 jaar voor de bevorderingsambten die te begeven zijn in het kleuteronderwijs en het lager onderwijs, de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 23 jaar voor de bevorderingsambten die te begeven zijn in het lager secundair onderwijs en de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 25 jaar voor de bevorderingsambten die te begeven zijn in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs ».

**Art. 56.** Artikel 123, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, de inrichtingshoofden uitgezonderd, voor de leden van het opvoedend hulppersoneel van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel worden :

1<sup>o</sup> de terechtwijzing, de berisping en de inhouding van de wedde voorgesteld door het inrichtingshoofd of het hoofd van het bestuur waarvan de inrichting afhangt, en uitgesproken door de Minister;

2<sup>o</sup> de andere tuchtstraffen voorgesteld door het hoofd van het bestuur waarvan de inrichting afhangt en uitgesproken door de overheid die bevoegd is om te benoemen ».

**Art. 57.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit door het volgende opschrift vervangen :

« *Afdeling 2. — De raad van beroep* »

**Art. 58.** Artikel 135 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 59.** Artikel 136 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 136. Iedere raad van beroep omvat twaalf commissies :

1<sup>o</sup> De eerste commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het opvoedend hulppersoneel, die een wervings- of selectieambt bekleden;

2<sup>o</sup> De tweede commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het opvoedend hulppersoneel, die een bevorderingsambt bekleden;

3<sup>o</sup> De derde commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het sociaal personeel, die een wervings- of selectieambt bekleden;

4<sup>o</sup> De vierde commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager en kleuteronderwijs, die een wervings- of selectieambt bekleden;

5<sup>o</sup> De vijfde commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager en het kleuteronderwijs, die een bevorderingsambt bekleden;

6<sup>o</sup> De zesde commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad, die een wervings- of selectieambt bekleden;

7<sup>o</sup> De zevende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad, die een bevorderingsambt bekleden;

8<sup>o</sup> De achtste commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad, die een wervings- of selectieambt bekleden;

9<sup>o</sup> De negende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad, die een bevorderingsambt bekleden;

10<sup>o</sup> De tiende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het niet-universitair hoger onderwijs, die een wervings- of selectieambt bekleden;

11<sup>o</sup> De elfde commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het niet-universitair hoger onderwijs, die een bevorderingsambt bekleden;

12<sup>o</sup> De twaalfde commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van de inspectiedienst.

**Art. 60.** In artikel 157bis van hetzelfde besluit worden de woorden « of stagiair » geschrapt.

**Art. 61.** Artikel 167 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 26 juli 1989, wordt door de volgende bepaling gewijzigd :

« Artikel 167. § 1. Wanneer een personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking wordt gesteld, brengt het inrichtingshoofd het binnen de tien dagen ter kennis van de Minister en van de voorzitter van de bevoegde zonale aanstellingscommissie.

Wanneer een personeelslid, wegens ontstentenis van betrekking, in zijn inrichting niet meer een aantal uren presteert dat gelijk is aan het aantal waarvoor hij wordt bezoldigd, brengt het inrichtingshoofd het binnen de tien dagen ter kennis van de Minister en van de voorzitter van de bevoegde zonale aanstellingscommissie.

§ 2. Elk personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de Minister, die hem op elk ogenblik, prioritair en voor elke tijdelijke aanstelling of voor elke aanstelling als prioritair tijdelijke, in actieve dienst mag terugroepen voor een bepaalde periode.

De voorlopige terugroeping in actieve dienst, bepaald bij lid 1, kan door de Minister voor een onbepaalde periode verlengd worden op advies, volgens het geval, van de bevoegde zonale aanstellingscommissie of van de interzonale aanstellingscommissie. Deze terugroeping heeft plaats :

1<sup>o</sup> ten eerste in de door tijdelijken beklede betrekkingen;

2<sup>o</sup> daarna in de door prioritair tijdelijken beklede betrekkingen, in de omgekeerde orde van hun rangschikking, op voorwaarde dat het gereffecteerde of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking is gesteld in dezelfde zone als de prioritair tijdelijke.

Het in lid 2 bedoelde personeelslid wordt in dezelfde inrichting gereffecteerd op de 1e september die op de vacatuur van een betrekking van zijn ambt volgt.

Gedurende de voorlopige terugroeping in actieve dienst geniet het personeelslid zijn activiteitswedde en worden zijn dienstprestaties met werkelijke diensten gelijkgesteld.

§ 3. Het personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt door de Minister gereffecteerd op advies, volgens het geval, van de bevoegde zonale aanstellingscommissie of van de interzonale aanstellingscommissie :

1<sup>o</sup> ten eerste in vacante door tijdelijken beklede betrekkingen;

2<sup>o</sup> daarna in vacante door prioritair tijdelijken beklede betrekkingen in de omgekeerde orde van hun rangschikking, op voorwaarde dat het gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking is gesteld in dezelfde zone als de prioritair tijdelijke.



Het personeelslid, voorlopig in actieve dienst teruggeroepen in een betrekking die ten minste drie vierde omvat van de periodes waarvoor hij wordt bezoldigd, treedt pas in dienst, in de betrekking waarin hij wordt gereffecteerd, op de daaropvolgende 1e juli.

Het personeelslid, gereffecteerd in een betrekking toegekend op grond van de artikelen 13bis of 13ter van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend personeel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, treedt pas in dienst op de daaropvolgende 1e juli.

§ 4. Het personeelslid is verplicht de betrekking die hem wordt toegewezen door reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst, te bekleden binnen de termijn vastgesteld door de Minister. Indien hij er zonder geldige reden van afziet, bedoelde betrekking te bekleden, wordt hij na tien dagen afwezigheid beschouwd als ontslagnemend.

§ 5. Wanneer een personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is, niet in de eigen zone kon worden gereffecteerd of niet voorlopig in actieve dienst kon teruggeroepen worden voor onbepaalde duur, maakt de Minister het geval aanhangig bij de interzonale aanstellingscommissie, welke de Minister de bij artikel 14ter, § 1 bepaalde adviezen uitbrengt.

§ 6. Bij een tekort aan betrekkingen in een selectieambt kunnen de personeelsleden die in zulk ambt benoemd waren, gereffecteerd worden in een betrekking van het wervingsambt dat hun toegang verleende tot het selectieambt waarin zij benoemd zijn.

Ondanks die reffectatie in een wervingsambt blijven de hoger bedoelde personeelsleden ter beschikking van de Minister om, voor elke nieuwe benoeming in een selectieambt, een nieuwe affectatie te krijgen in openvallende betrekkingen van een met hun benoeming overeenstemmend selectieambt.

§ 8. Het aldus gereffecteerde personeelslid behoudt de weddeschaal die hij genoot voor zijn terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 62. In artikel 168 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden « de stagiairs » vervangen door de woorden « de prioritair tijdelijke »;

2° in 1° worden de woorden « tot de stage toegelaten » geschrapt;

3° 2°, a, wordt aangevuld met de woorden « of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschappen, behoudens door de Regering toegekende vrijstelling ».

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap dd. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen**

Art. 63. In artikel 12, lid 2 van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, ingevoegd bij het besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992, worden de woorden « tot de stage toegelaten » geschrapt.

Art. 64. In artikel 13bis, lid 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992, worden de woorden « of tot de stage toegelaten » geschrapt.

Art. 65. In het eerste artikel 13sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992, worden de woorden « tot de stage toegelaten » geschrapt.

Art. 66. Het tweede artikel 13sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve d.d. 3 augustus 1992, wordt artikel 13septies.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen**

Art. 67. In artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunsten normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de woorden « tot de stage te worden toegelaten » door de woorden « als prioritair tijdelijke te worden aangesteld » vervangen.

Art. 68. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « tot de stage toegelaten » door de woorden « als prioritair tijdelijke aangesteld » vervangen.

Art. 69. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het woord « stagiair » door de woorden « als prioritair tijdelijke aangesteld » vervangen.

Art. 70. In artikel 8, lid 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « stagiair » door de woorden « als prioritair tijdelijke aangesteld » vervangen.

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de executieve d.d. 9 november en 20 november 1989**

Art. 71. In artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, wordt het woord « provincies » door het woord « zones » vervangen.

Art. 72. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 9 november 1989 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het woord « provincies » door « zones » vervangen;

2° het volgende lid wordt tussen lid 2 en lid 3 ingevoegd : « de personeelsleden, benoemd in vast verband in een ander ambt, die het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten voor een ander ambt waarin zij om hun aanstelling als tijdelijke verzoeken, worden in de in lid 2 bedoelde rangschikking opgenomen. Het aantal

kandidaturen die hun wordt toegekend is het aantal volledige jaren dienstanciënniteit berekend op de datum vastgelegd door de oproep tot de kandidaten en overeenkomstig artikel 3*sexies* van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 164 van hoger vermeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969;

3<sup>o</sup> het artikel wordt met het volgende lid aangevuld : « De tijdelijke van de eerste groep die zich op voldoende wijze van zijn taak heeft gekweten, wordt weer aangesteld in de inrichting waar hij het voorafgaande jaar was aangesteld, behalve :

1<sup>o</sup> wanneer hij een andersluidende aanvraag indient;

2<sup>o</sup> indien een beter gerangschikte kandidaat in deze betrekking wordt aangesteld ».

**Art. 73.** In artikel 4, lid 1, van hetzelfde besluit wordt het woord « provincie(s) » door het woord « zone(s) » vervangen en het woord « provincie » door « zone ».

**Art. 74.** Een artikel 4*bis* dat luidt als volgt wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 4*bis*. Elke tijdelijke die afgedankt is, verliest voor het ambt dat hij op het ogenblik van zijn afdanking bekleedde, het voordeel van de ingediende kandidaturen alsmede van het aantal voor zijn afdanking gepresteerde dagen.

Elke tijdelijke die twee achtereenvolgende jaren het voorwerp is geweest van een ongunstig verslag van het inrichtingshoofd en de bevoegde inspecteur, verliest voor het ambt dat hij bekleedde, het voordeel van alle ingediende kandidaturen alsmede van het aantal gepresteerde dagen.

Het verslag van het in lid 2 bedoelde inrichtingshoofd wordt overeenkomstig het bijgevoegde model opgesteld.

Elke tijdelijke die op grond van lid 2 het voordeel van de ingediende kandidaturen verliest, wordt per aangetekende brief met bewijs van ontvangst verwittigd.

Hij beschikt over tien dagen te rekenen van de verzendingsdatum van bedoelde aangetekende brief om bij de Minister een bezwaarschrift in te dienen. Zodra de Minister dit heeft ontvangen, zendt hij het bezwaarschrift aan de raad van beroep over binnen een termijn van ten hoogste een maand vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift.

Het personeelslid wordt op eigen verzoek door de raad van beroep gehoord. Hij kan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap in actieve dienst of op rust, of door een afgevaardigde van een representatieve vakbond bijgestaan worden.

Het niet-verschijnen van een personeelslid of van diens vertegenwoordiger belet de raad van beroep niet zich uit te spreken.

De Minister beslist binnen de maand na ontvangst van het advies. Bij gebrek aan een ministeriële beslissing binnen deze termijn geldt het advies van de raad van beroep als beslissing.

**Art. 75.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5. De in artikel 2 bedoelde rangschikking wordt vastgesteld per 1 maart op grond van het aantal dagen, gepresteerd op de 31e januari die voorafgaat.

**HOOFSTUK V. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 20 december 1973 genomen ter uitvoering van artikel 161 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 76.** Artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 20 december 1973 genomen ter uitvoering van artikel 161 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 3. Tijdens de periodes van non-activiteit, bedoeld in artikel 1, wordt het personeelslid geacht werkelijke diensten te verstrekken ».

**HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 77.** In artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « en stagedoende » geschrapt.

**Art. 78.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1985, wordt de tweede zin van het eerste lid opgeheven.

**Art. 79.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 13 januari 1988 wordt lid 3 opgeheven.

**Art. 80.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 13 januari 1988 wordt lid 3 opgeheven.

**Art. 81.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt lid 3 opgeheven.

**Art. 82.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt lid 3 opgeheven.

**Art. 83.** In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt lid 4 opgeheven.

**Art. 84.** In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 85.** In artikel 28 van hetzelfde besluit wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 86.** In artikel 29 van hetzelfde besluit wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 87.** In artikel 26*bis*, 2e lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit d.d. 30 maart 1981, worden de woorden « het wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage bepaald in artikel 42 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 » geschrapt.

**Art. 88.** In artikel 35 van hetzelfde besluit wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 89.** In artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 27 maart 1985 :

1<sup>o</sup> worden de woorden « de duur van het verlof, toegekend » door de woorden : « er wordt een verlof toegekend » vervangen;

2<sup>o</sup> worden de woorden « wordt niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage bepaald in artikel 42 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 » geschrapt.

**Art. 90.** In artikel 40 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 27 maart 1985 :

1<sup>o</sup> worden de woorden « de duur van het verlof, toegekend » door de woorden : « er wordt een verlof toegekend » vervangen;

2<sup>o</sup> worden de woorden « wordt niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage bepaald in artikel 42 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 » geschrapt.

**Art. 91.** Een artikel 43*bis*, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 43*bis* : Buiten het geval dat een personeelslid met verlof is om een functie uit te oefenen op een ministerieel kabinet of om vakbondswerkzaamheden, of om deel uit te maken van het Kabinet van de Koning, of om een bezigheid uit te oefenen bij een erkende politieke fractie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat, of wegens ziekte of gebrekkigheid, of wegens loopbaanonderbreking, of om een tijdelijk ambt te bekleden in een niet-openstaande betrekking van het hoger onderwijs, wordt de betrekking, waarvan het personeelslid met verlof titularis is, vacant wanneer de duur van het verlof van het personeelslid twee opeenvolgende jaren bedraagt.

Deze termijn wordt op vier jaar gebracht :

1<sup>o</sup> voor de vastbenoemde personeelsleden die in een vacante betrekking van een ambt in het hoger onderwijs tijdelijk worden aangesteld;

2<sup>o</sup> voor de vastbenoemde personeelsleden die in een selectie- of bevorderingsambt tijdelijk worden aangesteld;

3<sup>o</sup> de personeelsleden die verlof genieten om van de Homologatiecommissie deel uit te maken.

Indien ander verlof dan verlof om een functie uit te oefenen op een ministerieel kabinet of om vakbondswerkzaamheden, of om deel uit te maken van het Kabinet van de Koning, of om een bezigheid uit te oefenen bij een erkende politieke fractie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat, of wegens ziekte of gebrekkigheid, of wegens loopbaanonderbreking, opnieuw wordt toegekend aan het personeelslid voordat de hervatting van de werkelijke uitoefening van de functie ten minste een schooljaar geduurd heeft, wordt de duur van dit nieuwe verlof met die van het voorafgaande verlof samengeteld.

Dit artikel is niet van toepassing op de personeelsleden die het voordeel genieten van de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 27 oktober 1967 houdende vaststelling van de modaliteiten tot toepassing van de wet d.d. 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties ».

**Art. 92.** Een artikel 43*ter*, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd.

« Artikel 43*ter*. Het in artikel 43*bis* bedoeld personeelslid dat niet door een prioritair tijdelijke in zijn betrekking werd vervangen, bekleedt deze betrekking wanneer hij zijn bezigheid hervat.

Het in artikel 43*bis* bedoeld personeelslid dat om zijn wederopneming verzoekt en dat in zijn betrekking door een prioritair tijdelijke werd vervangen, wordt wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld vanaf de datum waarop hij weder opgenomen zou worden indien hij niet in zijn betrekking was vervangen.

**HOOFDSTUK VII. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 93.** Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 226 d.d. 7 december 1983 :

« Artikel 3*bis*. Een vastbenoemd lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van een inrichting van de Franse Gemeenschap dat titularis is van een wervingsambt, wordt pas ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking nadat er een einde werd gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die als prioritaire tijdelijken hetzelfde ambt bekleden in de inrichting, zulks in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking ».

**Art. 94.** Een artikel 3*ter*, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 3*ter*. Bij gebrek aan personeelsleden die hetzelfde ambt tijdelijke bekleden, wordt een lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van een inrichting van de Franse Gemeenschap dat vastbenoemd is en titularis van een wervingsambt is, pas ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking nadat er een einde werd gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die als prioritaire tijdelijken hetzelfde ambt bekleden in de inrichting, zulks in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking ».

**Art. 95.** Een artikel 3*quater*, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 3*quater*. Wanneer onder de bij de artikelen 3*bis* en 3*ter* vastgestelde voorwaarden, een vastbenoemd personeelslid dat titularis is van een wervingsambt, wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking moet worden gesteld, dan wordt het personeelslid niet de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ter beschikking gesteld.

Wanneer een personeelslid vastbenoemd, in een selectie- of bevorderingsambt, ter beschikking gesteld moet worden, wordt het personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ter beschikking gesteld ».

**Art. 96.** Een artikel *3quinquies* dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel *3quinquies*. De in de artikelen *3ter* en *3quater* bedoelde dienstanciënniteit wordt vanaf 21 jaar berekend voor de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel en lager onderwijs, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel en van het sociaal personeel, vanaf 23 jaar voor de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad en vanaf 25 jaar voor de ambten van het psychologisch personeel en van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad en van het hoger onderwijs ».

**Art. 97.** Een artikel *3sexies*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel *3sexies*. De berekening van de in de artikelen *3ter*, *3quater*, en *3quinquies* bedoelde dienstanciënniteit wordt volgens de volgende regels uitgevoerd :

1<sup>o</sup> de werkelijke diensten verstrekt als tijdelijke en prioritair tijdelijke, in een ambt met volledige prestaties, vertegenwoordigen een anciënniteit gelijk aan het aantal dagen geteld van het begin tot het einde van de doorlopende bezigheidperiode, met inbegrip van het ontspanningsverlof alsmede de winter- en lentevakantie indien ze in deze periode vallen; dit aantal dagen wordt met 1,2 vermenigvuldigd;

2<sup>o</sup> de werkelijke diensten verstrekt in een andere hoedanigheid als die van tijdelijke, in een ambt met volledige prestaties, worden per kalendermaand geteld; de diensten die de volledige maand niet dekken, worden niet meegeteld;

3<sup>o</sup> de aanvaardbare diensten verstrekt gedurende de maand waarin het personeelslid voor de eerste keer in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijke wordt aangesteld, worden geacht als tijdelijke te zijn verstrekt;

4<sup>o</sup> de werkelijke diensten verstrekt in een ambt met onvolledige prestaties omvattende minstens de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, worden in aanmerking genomen zoals de in een ambt met volledige prestaties verstrekte diensten;

5<sup>o</sup> het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties niet omvat, wordt met de helft vermindert;

6<sup>o</sup> dertig dagen vormen een maand;

7<sup>o</sup> de duur van de in twee of meer ambten verstrekte diensten, met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, mag de duur van de diensten verstrekt in een ambt met volledige prestaties, uitgeoefend tijdens dezelfde periode, nooit overschrijden;

8<sup>o</sup> de duur van de aanvaardbare diensten die het personeelslid telt, mag voor een kalenderjaar nooit twaalf maanden overschrijden ».

**Art. 98.** Een artikel *3septies* dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel *3septies*. Voor de toepassing van de artikelen *3bis* t/m *3sexies* worden de in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap bewezen diensten met de in het onderwijs van de Franse Gemeenschap bewezen diensten gelijkgesteld.

**HOOFDSTUK VIII. — Wijzigingen in het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid voor het rustpensioen**

**Art. 99.** In artikel 2, 1<sup>o</sup> van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid voor het rustpensioen, worden de woorden « stagedoend of » geschrapt.

#### HOOFDSTUK IX. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 100. § 1.** De vastbenoemde personeelsleden die hun ambt in Duitsland uitoefenen kiezen binnen de drie maanden die op de inwerkingstreding van dit besluit volgen, een van de in artikel 14*bis* omschreven zones bepaald in het besluit d.d. 22 maart 1989 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de Rijksinrichtingen.

Op een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerd verzoek en mits de interzonale aanstellingscommissie een gunstig advies uitbrengt, kan de Minister tot wijziging van de in lid 1 bedoelde keuze machtigen.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde personeelsleden worden gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen in een inrichting van de gekozen zone, zodra een einde aan hun diensten in Duitsland wordt gemaakt.

§ 2. De als tijdelijke in Duitsland gepresteerde diensten worden geacht verstrekt te zijn in de zone waarvoor de kandidaat zijn grootste voorkeur heeft betuigd overeenkomstig artikel 25 van hoger vermeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1989.

**Art. 101.** In afwijking van artikel 20 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1989 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de vermeldingen « me volledig voldoening heeft gegeven » en « me gedeeltelijk voldoening heeft gegeven » verkregen in de loop van de schooljaren 1991-1992 en 1992-1993, gelijkgesteld met de melding « me voldoening heeft gegeven ».

**Art. 102.** In afwijking van artikel 21 van hetzelfde besluit zoals gewijzigd bij dit besluit en uitsluitend voor het schooljaar 1993-1994 wordt de oproep tot de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling, opgenomen in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de maand mei 1993, uitgevaardigd.

In afwijking van artikel 5 van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1989 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, wordt uitsluitend voor het schooljaar 1993-1994 de in artikel 2 bedoelde rangschikking vastgesteld op 1 juli 1993 op grond van het aantal dagen gepresteerd op 31 mei 1993.

**Art. 103.** In afwijking van artikel 30 van hetzelfde besluit zoals gewijzigd bij dit besluit en uitsluitend voor het schooljaar 1993-1994 bepaalt de Minister in de loop van de maand september 1993 per ambt, het aantal dagen die moeten gepresteerd zijn op de datum van de oproep tot de kandidaten voor een aanstelling als prioritair tijdelijke.

Voor het schooljaar 1993-1994 zijn de twee in aanmerking genomen schooljaren uitsluitend de schooljaren 1991-1992 en 1992-1993.

**Art. 104.** In afwijking van artikel 37 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij dit besluit, en enkel voor het schooljaar 1993-1994 wordt het personeelslid, dat de hoedanigheid van prioritair tijdelijke verwerft, op eigen verzoek en voor elke andere prioritair tijdelijke, aangesteld in de inrichting waar hij tijdelijk aangesteld is.

Enkel voor het schooljaar 1993-1994 treedt het personeelslid dat de hoedanigheid van prioritair tijdelijke verwerft in een andere inrichting dan die waar hij tijdelijk aangesteld is, pas in dienst op 1 juli 1994.

**Art. 105.** Enkel voor het schooljaar 1993-1994 worden twee mutatieronden op touw gezet overeenkomstig artikel 32 van hetzelfde besluit en het besluit van de Franse Gemeenschap van 21 mei 1991 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

De in lid 1 bedoelde procedure mag niet na 1 juli 1993 worden voortgezet.

**Art. 106.** In afwijking van artikel 45 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij dit besluit, gaat de benoeming, enkel voor het schooljaar 1993-1994, op 1 januari 1994, in.

**Art. 107. § 1.** In afwijking van de artikelen 48 en 80 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij dit besluit, verleent de Minister op verzoek van het personeelslid, ingediend bij de Minister per aangetekende brief binnen de vijftien dagen die op de inwerkingtreding van dit besluit volgen, een aanstellingsverandering aan elk vastbenoemd personeelslid dat op dat ogenblik voor het tweede opeenvolgende schooljaar ten minste, een betrekking van het ambt bekleedt waarin hij vast benoemd is maar waarin hij niet werkelijk aangesteld is krachtens zijn besluit van toelating tot de stage, benoeming, mutatie of reffectatie.

Deze aanwijzing is definitief op 1 januari 1994 in het geval van een op die datum vacante betrekking, die werd meegedeeld volgens de in artikel 17 bis van hetzelfde besluit bedoelde procedure.

De aanwijzing is tijdelijk in het geval van een niet-vacante betrekking.

§ 2. De betrekking waarvan het personeelslid, aangewezen overeenkomstig § 1, titularis was, wordt vacant verklaard indien hij deze betrekking uiterlijk op 1 juli 1994 niet weer bekleedt. De vacatuur wordt overeenkomstig artikel 17 bis van hetzelfde besluit meegedeeld.

**Art. 108.** De personeelsleden die vast benoemd zijn of tot de stage worden toegelaten bij toepassing van de vroegere regels waarbij de toelating tot de stage of de benoeming in vast verband in een wervingsambt en de benoeming in vast verband in een selectie- of bevorderingsambt worden geregeld, mogen bij de Minister op grond van uitzonderlijke omstandigheden, een aanvraag tot aanstelling in een andere zone indienen.

Deze aanvraag moet per aangetekende brief worden ingediend voor de laatste dag van de maand die op de inwerkingtreding van dit besluit volgt.

Een afschrift ervan wordt binnen dezelfde termijn aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie gestuurd.

De Minister verleent de aanstellingsverandering slechts indien de hoger vermelde commissie een gunstig advies uitbrengt.

**Art. 109.** In afwijking van artikel 83 van hetzelfde besluit worden benoemd op 1 januari 1994 in de selectieambten van leraar algemene vakken in een middelbare normaalschool, van leraar bijzondere vakken in een middelbare normaalschool, van leraar algemene vakken in een middelbare technische normaalschool, van leraar bijzondere vakken in een middelbare technische school, van leraar technische vakken in een technische normaalschool en van praktijkleraar in een middelbare technische normaalschool, in de vacante betrekking die zij bekleeden, de personeelsleden die tijdelijk aangesteld werden in een vacante betrekking die ten minste twee derde omvat van het vereiste minimumaantal uren omvat om een volledige opdracht samen te stellen en die op dezelfde datum aan volgende voorwaarden voldoen :

1° in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast titularis zijn van één door de Regering bepaald wervingsambt, dat in verhouding staat tot het selectieambt;

2° op voldoende wijze sinds ten minste twee schooljaren, het beschouwde selectieambt uitoefenen;

3° in het hoger onderwijs ten minste drie dienstjaren tellen, berekend overeenkomstig artikel 3sexies van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974;

4° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs, vereist door het ambt bedoeld in 1°;

5° in het wervingsambt waarvan sprake in 1° ten minste tien jaar ambtsanciënniteit tellen, berekend overeenkomstig artikel 3sexies van het hoger vermeld koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974;

6° in de laatste beoordelingsstaat ten minste de vermelding « goed » hebben gekregen in het overeenstemmende wervingsambt;

7° in het laatste inspectieverslag ten minste de vermelding « goed » gekregen hebben in het overeenstemmende wervingsambt.

Elk personeelslid, aan wie de benoeming op grond van lid 1, 2° wordt geweigerd, wordt per aangetekende brief met bewijs van ontvangst verwittigd.

Hij beschikt over tien dagen te rekenen van de verzendingsdatum van bedoelde aangetekende brief, om bij de Minister een bezwaarschrift in te dienen. Zodra de Minister dit heeft ontvangen, zendt hij het bezwaarschrift over aan de raad van beroep. Deze brengt zijn advies ter kennis van de Minister binnen de maand na de ontvangst van het bezwaarschrift.

Op eigen verzoek wordt het personeelslid door de raad van beroep gehoord. Hij mag zich door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, in actieve dienst of op rust gesteld, of door een afgevaardigde van een representatieve vakbond laten bijstaan.

Het niet-verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger belet de raad van beroep niet zich uit te spreken.

De Minister beslist binnen de maand na ontvangst van het advies. Bij gebrek aan een ministeriële beslissing binnen deze termijn geldt het advies van de raad van beroep als beslissing.

**Art. 110.** Elke stagiair die op de dag van de bekendmaking van dit besluit het voorwerp niet is geweest van een voorstel tot afdanking of die het voorwerp ervan niet is geweest voor het einde van de maand die op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* volgt, wordt vast benoemd en aangesteld in de betrekking die hij bekleedt, uiterlijk op de eerste dag van de tweede maand die op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* volgt, behalve indien hij niet in actieve dienst is of indien hij aanvaardbaar onder voorbehoud werd verklaard.

Elke stagiair die op de dag van de bekendmaking van dit besluit het voorwerp is van een voorstel tot afdanking dat aanhangig is bij de raad van beroep en waarvoor na advies van bedoelde raad, de Minister tot een benoeming in vast verband beslist, wordt benoemd op de eerste dag van de tweede maand die op het bekendmaken van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* volgt.

**Art. 111. Opgeheven worden :**

1° het ministerieel besluit d.d. 30 september 1969 tot vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijke personeelsleden zich van hun taak gekweten hebben, bepaald bij artikel 30 van het koninklijk besluit d.d. 23 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° het ministerieel besluit d.d. 24 oktober 1974, genomen ter uitvoering van artikel 167 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de Rijksinrichtingen, gewijzigd bij het ministerieel besluit d.d. 19 januari 1988 en bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1992;

3° het ministerieel besluit d.d. 24 oktober 1974 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de Rijksinrichtingen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 20 november 1989;

4° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 mei 1991 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

**Art. 112. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993, met uitzondering van :**

1° de artikelen 2 en 14 die uitwerking hebben op 1 september 1991;

2° de artikelen 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 25, 71, 72, 73, 102 en 105 die op 1 mei 1993 uitwerking hebben;

3° artikel 111, 4° dat op 1 juli 1993 uitwerking heeft;

4° artikel 91 dat op 1 juli 1994 uitwerking heeft.

**Art. 113. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.**

Brussel, 10 juni 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

Bijlage

Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

Benaming van de inrichting

Leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel, paramedisch personeel, psychologisch en sociaal personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs.

Verslag over de wijze van diensten van een tijdelijk (1) prioritair tijdelijk (1) personeelslid

Naam en voornamen van het personeelslid .....

Diploma : .....

Ambt : .....

Verstrekte diensten (aard en duur) : .....

Omstandig verslag van het inrichtingshoofd : .....

Advies van het inrichtingshoofd : .....

1 gunstig (1)

2 ongunstig (1)

Handtekening inrichtingshoofd,

Datum,

Dit verslag werd op ..... aan het personeelslid overhandigd,

Handtekening inrichtingshoofd

Handtekening betrokkene

Heb kennis genomen van het verslag en het advies van het inrichtingshoofd

Akkoord

Niet akkoord, om volgende redenen :

Datum : ..... Handtekening betrokkene,

Dit verslag werd het inrichtingshoofd overhandigd op .....

Bij het verslag is er geen bezwaarschrift gevoegd

Handtekening inrichtingshoofd,

Handtekening betrokkene,

Dit verslag en het bezwaarschrift (a) werd(en) op aan het hoofdbestuur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming gezonden,

Handtekening inrichtingshoofd,

(1) het overbodige doorhalen

Mij bekend om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993.

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO